



## Mémoire de fin d'Etudes

*Thème :*

**L'impact de la norme IFRS 9 pour le secteur bancaire Tunisien :  
enjeux et prérequis**

*Présenté et soutenu par :*

**KHEMISSI Wajdi**

*Encadré par :*

**M. GHANMI Chiheb**

*Etudiant(e) parrainé(e) par :*

**Banque Centrale de Tunisie**

## DEDICACES

Je dédie ce travail à tous ceux que j'aime.

À mes parents, que j'adore plus que tout, pour leur amour et leur soutien sans fin.

À mes frères et ma sœur, pour leur encouragement constant.

Et à tous ceux qui me sont chers, pour être toujours là pour moi, surtout dans les moments difficiles.

Merci à tous.

## REMERCIEMENTS

Mes remerciements les plus sincères s'adressent d'abord à Monsieur Ghanmi Chiheb, mon encadrant académique, pour avoir accepté d'encadrer mon mémoire. Sa disponibilité continue, son suivi attentif et ses conseils avisés ont été indispensables pour guider ma réflexion.

Je tiens à adresser mes sincères remerciements à Monsieur Mohamed Ali Naffouti, Directeur à la Direction Générale de la Supervision Bancaire à la BCT, pour son accueil chaleureux, son écoute attentive et ses conseils judicieux. Je souhaite également exprimer ma profonde gratitude envers Monsieur Aymen Selmi, mon encadrant professionnel, pour son encadrement attentif, son aide constante, son suivi rigoureux, ainsi que pour ses précieux conseils qui ont été d'une grande aide dans l'élaboration de ce travail.

Mes vifs remerciements vont également à toutes les personnes qui m'ont accueilli au sein de la Banque Centrale de Tunisie, mon entreprise de parrainage.

Je souhaite aussi témoigner ma reconnaissance et ma gratitude à l'ensemble du corps professoral et administratif de l'Institut de Financement du Développement du Maghreb Arabe (IFID), à qui je dois ma formation.

Enfin, mes remerciements les plus profonds sont adressés aux membres du jury pour avoir bien voulu examiner et juger ce travail.

# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION GENERALE.....</b>	<b>1</b>
<b>Chapitre 1 : la transition vers les normes internationales pour le secteur bancaire Tunisien.....</b>	<b>3</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>3</b>
<b>Section 1 : Les fondements théoriques de la comptabilité tunisienne et internationale.....</b>	<b>3</b>
<b>Section 2 : la transition vers les normes internationales pour le secteur bancaire Tunisien.....</b>	<b>11</b>
<b>Chapitre2 : les méthodes d'évaluation des provisions entre les référentiels comptable et prudentiel tunisiens, et la norme IFRS 9.....</b>	<b>17</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>17</b>
<b>Section 1 Les pratiques d'évaluation des provisions selon les référentiels comptable et prudentiel tunisiens .....</b>	<b>17</b>
<b>Section 2 Les pratiques d'évaluation des provisions selon les référentiels comptable international (ifrs9 ) .....</b>	<b>23</b>
<b>CHAPITRE 3 : l'impact de l'adoption de la norme IFRS 9 sur les provisions des banques .....</b>	<b>34</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>34</b>
<b>Section1 : Présentation du cadre de la partie empirique .....</b>	<b>34</b>
<b>Section 2 : Comparaison des Pratiques d'Évaluation des Provisions .....</b>	<b>37</b>
<b>CONCLUSION GENERALE.....</b>	<b>65</b>

## Liste des Figures

Figure 1: Les étapes d'implantation des normes comptables internationales.....	15
Figure 2: Les deux modèles de pertes attendues : modèle général versus modèle simplifié ...	30

## Liste des tableaux

Tableau 1 : La spécificité de la présentation des états financiers des banques .....	7
Tableau 2 :la circulaire 91-24 Vs NCT24.....	23
Tableau 3: Comparaison entre IFRS 9 et les normes baloises.....	33
Tableau 4:Les provisions de la banque XXX à fin 2021 en mDT.....	38
Tableau 5: Matrice de migration pour le secteur agriculture 2015 .....	41
Tableau 6: Matrice de migration pour le secteur agriculture T1 2016.....	41
Tableau 7:Matrice de migration pour le secteur agriculture T2 2016.....	41
Tableau 8: Matrice de migration pour le secteur agriculture T3 2016.....	42
Tableau 9:Matrice de migration pour le secteur agriculture T4 2016.....	42
Tableau 10:Matrice de migration pour le secteur agriculture T1 2017.....	42
Tableau 11: Les PD du secteur agriculture .....	43
Tableau 12: Les PD du secteur Commerce.....	43
Tableau 13: Les PD du secteur Construction, bâtiment et travaux publics (BTP) .....	43
Tableau 14: : Les PD du secteur Industrie.....	43
Tableau 15: Les PD du secteur Promotion Immobilière.....	44
Tableau 16 : Les PD du secteur Services.....	44
Tableau 17: Les PD du secteur Tourisme .....	44
Tableau 18: % Facteur de Conversion des Créances.....	45
Tableau 19: EAD/ STAGE1 .....	45
Tableau 20 : EAD/STAGE2 .....	46
Tableau 21 : EAD/STAGE3 .....	46
Tableau 22: Maturité par type de concours .....	47
Tableau 23 : ECL/ STAGE 1 .....	48
Tableau 24: ECL/STAGE 2 .....	49
Tableau 25 : ECL/ STAGE 3 .....	50
Tableau 26: ECL 2021 (S1,S2 et S3 ) .....	51
Tableau 27 : Scénario Central sans Contagion.....	52
Tableau 28: Scénario choqué/ LGD=55%.....	53
Tableau 29 : Scénario choqué/FCC= 80% .....	53
Tableau 30: Scénario choqué / augmentation de la PD de 5%.....	54
Tableau 31: Scénario Central sans contagion .....	57
Tableau 32: Scénario Choqué/LGD=55% .....	58
Tableau 33: Scénario Choqué/FCC=80%.....	59
Tableau 34: Scénario Choqué/Augmentation de la PD de 5% à partir de 2022 .....	60

## Liste des annexes

Annexe1 : Tableau des engagements par impayés (nombre de jours) et par contrat.

Annexe2 : Loss Given default

## Liste des abréviations

ANU : Autorisations Non Utilisées

AR : agios réservés

BCT : Banque Centrale de Tunisie

BEF : banque et établissement financier

CBF : Conseil Bancaire et financier

CMF : Conseil du Marché Financier

CNC : Conseil National de la Comptabilité

CNND : Crédit Notifié Non Débloqué

EAD : Exposure at Default

ECL : Expected Credit Loss

EPS : Engagements Par Signature

FCC : Facteur de Conversion des Créances

FPN : Fonds Propres Nets

IAS : International Accounting Standards

IASB : International Accounting Standards Board

IASC : l'International Accounting Standards Committee

IFRS : International Financial Reporting Standards

LGD : Loss Given Default

mDT : Mille Dinars Tunisien

NCT : Normes comptables Tunisiennes

OECT : Ordre des Experts Comptables de Tunisie

PC : provision collectives



PD : Probability of Default

PDc : La probabilité de défaut cumulée.

PDm : La probabilité de défaut marginale

SAC : Standards Advisory Council

SCE : Système Comptable des Entreprises

SIC : Standing Interpretations Committee

## INTRODUCTION GENERALE

L'adoption des normes IFRS en Tunisie, recommandée par le Conseil National de la Comptabilité et soutenue par une circulaire de la Banque Centrale de Tunisie, représente un changement significatif pour le secteur financier, notamment pour les banques et les établissements financiers. Cette transition, prévue pour les états financiers consolidés à partir de 2021, vise à harmoniser le système comptable et financier tunisien avec les standards internationaux.

Néanmoins, l'intégration de ces normes constitue un défi majeur. Le secteur financier tunisien, déjà sensible, doit affronter la complexité de cette adoption, due à la diversité des utilisateurs et à la spécificité de ses activités.

La transition du secteur bancaire tunisien vers les normes IFRS, en particulier la norme IFRS 9 concernant les instruments financiers, est une initiative ambitieuse et complexe. Cette évolution offre de multiples avantages, tels qu'une gestion plus efficace, une plus grande transparence des données financières, une clarté accrue sur les risques encourus par chaque banque, et une comptabilité qui reflète plus précisément la réalité économique, permettant ainsi l'uniformisation des méthodes comptables parmi toutes les banques et établissements financiers. Cependant, cette uniformité apparente dissimule la nécessité d'un jugement professionnel approfondi pour évaluer les impacts de ces normes, non seulement sur la comptabilité et la communication financière, mais aussi sur les plans stratégique, opérationnel et organisationnel.

D'autre part, le passage au référentiel IFRS ne peut se limiter à une simple étude des divergences entre les normes locales et internationales. Il requiert une évaluation complète et prévisionnelle touchant tous les aspects de la transition. Cette migration d'un système comptable local à un système international est un projet complexe à long terme. Il nécessite une compréhension des différences entre les deux normes et la capacité à mesurer leurs impacts potentiels. Il est impératif d'adopter les mesures nécessaires pour s'adapter de manière appropriée.

La norme IFRS 9, avec son modèle de dépréciation des créances clients, introduit un changement significatif dans les pratiques comptables des banques qui l'adoptent. Contrairement aux principes comptables et prudentiels tunisiens, cette norme exige que les banques provisionnent les risques de crédit avant même qu'ils ne se concrétisent et sans qu'un retard de paiement ne soit observé. Cette approche anticipative pourrait influencer considérablement les banques tunisiennes, notamment en termes de résultats financiers,

puisque'elle pourrait entraîner une réduction des bénéfices en raison du provisionnement précoce des risques de crédit.

Dans le cadre de cette transition, la Banque Centrale de Tunisie (BCT) a réalisé une étude d'impact sur l'application de certaines normes internationales, dont la norme IFRS 9, sur les banques tunisiennes. Cette étude est une référence clé pour comprendre les implications du passage des banques tunisiennes vers les normes internationales, et en particulier pour évaluer l'impact de l'adoption de la norme IFRS 9 sur les instruments financiers. Cette analyse est essentielle pour préparer les banques tunisiennes à cette transition importante, les aider à s'adapter efficacement à ces nouvelles exigences comptables. Dans ce contexte, se pose la problématique suivante :

**Quel est l'impact de l'adoption de la norme IFRS 9 sur le montant des provisions des banques par rapport à l'ancienne approche ?**

L'objectif de ce travail est de montrer l'impact de l'adoption de la norme IFRS 9 sur le montant des provisions des banques par rapport à l'ancienne approche, aussi bien au niveau des montants des provisions que sur les ratios de solvabilité de la banque.

Pour ce faire nous avons adopté un plan organisé en deux parties, théorique et empirique.

La partie théorique traite les spécificités du cadre comptable tunisien et international. Concernant la deuxième qui sera consacrée à montrer l'écart entre la Réglementation locale et IFRS9 et son impact sur le ratio de solvabilité. En effet, le premier chapitre présentera les spécificités du cadre comptable tunisien, en mettant l'accent sur le secteur bancaire, et le comparer à celles du cadre comptable international. Le deuxième chapitre examinera les méthodes d'évaluation des provisions selon les normes comptables et prudentielles tunisiennes d'une part, et selon les normes comptables internationales, notamment l'IFRS 9, d'autre part.

Enfin, le troisième chapitre calculera la nouvelle estimation de la perte de crédit attendue pour une banque tunisienne pour l'exercice clos en 2021 selon le modèle IFRS 9, afin de la comparer aux provisions établies suivant la réglementation bancaire tunisienne (notamment la circulaire 91-24). Cette partie inclura également une analyse de l'impact de l'adoption de l'IFRS 9 sur les ratios de solvabilité de la banque. La méthodologie utilisée pour cette analyse sera conforme aux directives de la direction générale de la supervision bancaire de la Banque Centrale de Tunisie.

# Chapitre 1 : La transition vers les normes internationales pour le secteur bancaire Tunisien

## Introduction

Ce chapitre est consacré à l'étude de la transition vers les normes internationales pour le secteur bancaire Tunisien. Afin de comprendre Les fondements théoriques de la comptabilité tunisienne et internationale et de mettre en évidence les limites de système actuelle.

Le langage comptable commun pour les entreprises implanté dans différent pays dans le monde qui offre et assure la transparence et la fiabilité de l'information comptable c'est Le référentiel comptable international IFRS.

Actuellement en Tunisie le sujet dont on parle beaucoup est la transition vers les normes internationales en effet la BCT à travers sa circulaire n°2020-01. Mesures préalables pour l'adoption des normes internationales d'information financière (IFRS) « définit les mesures devant être prises par les banques et les établissements financiers pour conduire le projet d'adoption des normes IFRS. Et aussi elle oblige L'organe de direction de la banque ou de l'établissement financier doit établir un plan stratégique pour la conduite du projet ».

Dans ce chapitre nous allons présenter Les fondements théoriques de la comptabilité tunisienne et internationale dans la première section. Quant au deuxième, nous allons présenter la transition vers les normes internationales pour le secteur bancaire Tunisien.

## Section 1 : Les fondements théoriques de la comptabilité tunisienne et internationale

Dans cette section, nous allons introduire les fondements théoriques de la comptabilité tunisienne et son évolution, est-ce dans le cadre général et le cadre bancaire et comprendre les fondements théoriques de la comptabilité internationale.

### 1- La comptabilité tunisienne

L'histoire a été commencé en 1996 avec la promulgation de la loi N°96-112 du 30 Décembre 1996 portant du système comptable des entreprises (SCE) qui dirige le paysage comptable et

financier tunisien, jusqu'à aujourd'hui présente le référentiel comptable appliqué par les entreprises tunisiennes.

### 1.1) L'évolution du système comptable en Tunisie

En 1968, les entreprises tunisiennes appliquaient le plan comptable général et ce plan a été élaboré par la commission nationale ce plan avait pour objectif d'une part rompre avec le colonialisme et d'imposer la souveraineté de l'Etat tunisien en tant que pays indépendant. À partir de 1997 Et pour répondre aux évolutions des besoins de l'économie tunisienne le système comptable a été changé par la loi 96 - 112 du 30 décembre pour mettre en place un nouveau cadre comptable.

Les nouvelles normes de la loi n°96 se sont inspirées des normes comptables internationales, tout en conservant les particularités de la structure économique tunisienne, qui ont permis à la Tunisie de s'intégrer à l'économie mondiale à l'époque. Les entreprises utilisent encore ces normes aujourd'hui. De ce fait, la comptabilité tunisienne se réfère encore à une loi vieille de plus de deux décennies, dépassée par les normes internationales.

### 1.2) Les fondements du système comptable tunisien

Le système comptable se compose de deux parties principales pour mener à bien les activités comptables d'une entreprise : le cadre conceptuel et les normes comptables.

#### Cadre conceptuel

Selon l'article 6 de la loi N° 96-112 du 30 décembre 1996 relative au système comptable des entreprises « Le cadre conceptuel de la comptabilité constitue un guide pour l'élaboration des normes comptables et leur interprétation. Il sert de support pour le traitement des opérations relatives aux transactions de l'entreprise et des effets des événements liés à son activité et n'ayant pas été traités par ces normes. Le cadre conceptuel de la comptabilité est approuvé par décret ».<sup>1</sup>

Dans ce même contexte et selon l'article 2 de décret n° 96-24510 du 30 décembre 1996

Les objectifs du cadre conceptuel sont :

- l'élaboration de normes cohérentes pouvant faciliter la production de données et d'états financiers ;

---

<sup>1</sup> l' Article 6 de la LOI N°96-112 DU 30 DECEMBRE 1996 RELATIVE AU SYSTEME COMPTABLE DES ENTREPRISES

- l'arbitrage en cas de divergences d'appréhension ou d'oppositions d'intérêts et la recherche de solutions appropriées ;
- l'interprétation des états financiers ;
- la résolution des questions comptables n'ayant pas été traitées par les normes <sup>2</sup>

Le présent cadre conceptuel vous permet :

- Expliquer les situations comptables
- Standardiser les concepts comptables
- Comprendre la logique comptable dans le but de la diffuser»

Selon l'article 5 de décret n° 96-2459 du 30 décembre 1996

Le cadre conceptuel est structuré sur 3 niveaux à savoir :

- au premier niveau, sont énoncés les utilisateurs, leurs besoins et les objectifs des états financiers.
- au deuxième niveau, les concepts fondamentaux qui comprennent :
  - .les caractéristiques qualitatives de l'information contenue dans les états financiers
  - .les hypothèses sous-jacentes et les conventions comptables.
  - .la terminologie comptable et la prise en compte des éléments des états financiers.
- au troisième niveau, les guides opérationnels qui traitent des procédés de mesure (attributs ou caractéristiques à mesurer, échelle ou unité de mesure) .<sup>3</sup>

### Les normes comptables

Notre système se compose de trois types des normes à savoir :

- **Une norme comptable générale** cette norme s'applique pour la présentation des états financiers et elle présente la nomenclature comptable et les principes de l'organisation comptable des entreprises.
- **Les normes techniques :** ces normes concernent toutes les entreprises et ont pour objectif de Règles régissant les opérations de traitement résultant de transactions liées

---

<sup>2</sup> Article 2 de décret n° 96-2459 du 30 décembre 1996 portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité

<sup>3</sup> L'article 5 de décret n° 96-2459 du 30 décembre 1996

à entreprises concernées, en développant des évaluations, des réflexions et  
Présentation au niveau des états financiers.

- **Les normes sectorielles** : ces normes sont destinées à des secteurs d'activité particulière tels que (secteur bancaire, secteur de l'assurance.) et elles présentent les modalités de traitement des opérations et des problèmes spécifiques à ces activités.

### 1.3) Les particularités comptables dans le secteur bancaire

Cette partie est consacrée à la présentation le cadre réglementaire de la comptabilité bancaire tunisienne afin de comprendre e la spécificité de la comptabilité bancaire.

#### Le cadre réglementaire de la comptabilité bancaire tunisienne

Les banques sont différentes des autres entreprises. Bien sûr, comme toute entreprise, la banque a un statut juridique, une organisation, un système de pilotage, des produits, une stratégie, et ses caractéristiques sont bien définies par la loi 2016-48.

Selon l'article 17 de la loi n 2016-48 « relative aux banques et aux établissements financiers

Est considérée banque, toute personne morale qui exerce, à titre habituel, la collecte des dépôts au sens de l'article 5 de la présente loi et la mise, à disposition de la clientèle , des moyens de paiement en d'exercer les autres opérations bancaires visées à l'article 4 de la présente loi ».

Cette loi non seulement a définis la banque mais aussi elle met l'accent sur les opérations bancaires telle que défini par l'article 4 .

Dans ce même contexte l'article 70 explique que « Les banques et les établissements financiers agréés dans le cadre de la présente loi doivent : - tenir une comptabilité conformément à la législation relative à la comptabilité des entreprises, - clore leur exercice comptable le 31 décembre de chaque année et soumettre, pour approbation, dans un délai de quatre mois suivant la clôture de l'exercice comptable écoulé, les états financiers à l'assemblée générale des actionnaires et les publier dans deux journaux quotidiens dont l'un est en langue arabe. »

Ces règles sont applicables particulièrement aux états financiers établis par les banques et ce à travers la bonne application des normes sectorielles à savoir :

La norme NC 21 « Présentation des états financiers des établissements»

La norme NC 22 «Le contrôle interne et l'organisation comptable dans les établissements bancaires »

La norme NC 23 «Les opérations en devises dans les établissements bancaires»

La norme NC 24 « Engagements et revenus y afférents dans les établissements bancaires».

La norme NC 25 « Le portefeuille-titres dans les établissements bancaires »

### La spécificité de la comptabilité bancaire

La comptabilité des institutions bancaires n'est pas réservée qu'aux utilisateurs traditionnels de la comptabilité en général tels que les investisseurs, les autorités fiscales et les utilisateurs internes. C'est aussi la base qui permet aux régulateurs financiers d'exercer un contrôle et de produire les statistiques ci-dessus. Cela permet à la banque centrale de mener à bien leurs missions de surveillance, notamment au travers d'indicateurs réglementaires tels que les ratios de solvabilité.

Tableau 1 : La spécificité de la présentation des états financiers des banques

	Cadre Général NCT 01	Cadre Bancaire NCT 21
Composantes	Bilan - Etat de résultat - Etat des flux de trésorerie - Notes aux états financiers (qui comprennent les engagements hors bilan)	Bilan - Etat des engagements hors bilan - Etat de résultat - Etat des flux de trésorerie - Note aux états financiers
Format du bilan	Une page pour les actifs Une page pour les capitaux propres et passifs	Présentation en liste : Actifs, Passifs , Capitaux Propres
Codification des postes et sous postes	Absence de codification	- Poste : un code composé par 2 lettres majuscules suivis d'un chiffre (exemple : AC pour les actifs) - Sous-Poste : un code composé de 2 lettres majuscules suivis d'un chiffre et d'une lettre minuscule



La valeur des actifs	Valeur brute suivie des correction (amortissement ...) suivies de la valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Classement des éléments dans le bilan	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Critère primaire : courant/ non courant</li> <li>- Critère secondaire : liquidité croissante (actifs) / exigibilité croissante (passifs)</li> </ul>	Actifs : Classement par ordre de liquidité décroissante Passifs : Classement par ordre d'exigibilité décroissante
Actifs : Classement par ordre de liquidité décroissante Passifs : Classement par ordre d'exigibilité décroissante	Deux modèles : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Modèle de référence : Classement des charges d'exploitation par destination</li> <li>- Modèle autorisé : Classement des charges par nature</li> </ul>	Modèle unique qui apparaît les soldes intermédiaires suivants : - Total des produits d'exploitation bancaire - Total des charges d'exploitation bancaire - Produit net bancaire (PNB) - Le résultat d'exploitation <sup>4</sup>

## 2) Les fondements théoriques de la comptabilité internationale

Le référentiel comptable international se compose des normes et des règles comptables destinées à standardiser la présentation des états financiers , cette présentation offre une compréhensibilité des informations comptables qui permettent de traiter les problématiques comptables.

### 2.1) L'évolution historique des normes comptables internationales

Le scandale d'Enron en 2001 a encouragé la création de lois. « Enron était une entreprise américaine du secteur de l'énergie. Sa faillite en 2001 est associée à l'un des plus importants scandales financiers de l'histoire.

L'activité d'Enron consistait initialement à produire, transporter et distribuer du gaz. Elle a ensuite proposé des produits financiers dérivés du secteur de l'énergie.

<sup>4</sup> Un extrait de cours comptabilité bancaire de professeur Mohamed Neji Hergli, 2019, page 26

La cotation boursière d'Enron s'accroît d'une manière rarement vue et sa capitalisation finit par atteindre 67 milliards de dollars. En 2001, l'extraordinaire performance d'Enron pose de plus en plus question. Il apparaît finalement que la société falsifie ses comptes et gonfle ses résultats grâce à des sociétés-écrans. La valeur de l'action passe alors de 90 dollars à quelques centimes de dollars ».<sup>5</sup> Cette société a usé d'une certaine interprétation d'une norme sur les instruments financiers IAS 39 pour constater des produits et ces produits doivent être constatés dans 20 ans mais elle a constaté en 2001 d'où le scandale est déclenché.

## 2.2) La normalisateur comptable international

En avril 2001 IASC (International Accounting Standard committee) a modifier son nom à IASB (International Accounting Standard board) et ce dernier est le principal organisme d'élaboration des normes comptables international ou IFRS (International financial reporting Statement), ces dernières ont eu le nom de IAS (International Accounting Standard).

« L'IASB est un groupe indépendant d'experts possédant une combinaison appropriée d'expérience pratique récente dans l'établissement de normes comptables, dans la préparation, l'audit ou l'utilisation de rapports financiers et dans la formation en comptabilité. Une grande diversité géographique est également nécessaire. La constitution de la Fondation IFRS décrit les critères complets de composition de l'IASB, et la répartition géographique peut être consultée sur les profils individuels.

Les membres de l'IASB sont responsables de l'élaboration et de la publication des normes comptables IFRS, y compris la norme comptable IFRS pour les PME . L'IASB est également chargé d'approuver les interprétations des normes comptables IFRS élaborées par l'IFRS Interpretations Committee (anciennement IFRIC).

Les membres sont nommés par les administrateurs de l'IFRS Fondation selon un processus ouvert et rigoureux qui comprend la publication de postes vacants et la consultation des organisations concernées ».<sup>6</sup>

Depuis 2005, l'IASB met en application les normes IFRS qui remplacent et complètent les normes IAS, et en 2007 l'IASB a publié son exposé-sondage IFRS pour les PME avec l'objectif de proposer des normes internationales applicables par les PME. Evidemment ces normes doivent être comme les IFRS dans leur intégralité (full IFRS) et de haute qualité et promouvoir

---

<sup>5</sup> <https://www.eurofiscalis.com/lexiques/enron/>

<sup>6</sup> Site de IASB

la comparabilité internationale des états financiers. Puisque les full IFRS sont conçues pour des grandes entreprises (cotées) à envergure internationale et ne différencient pas selon la taille ou la forme juridique, elles sont considérées trop complexes et non adaptées aux besoins des PME. Par conséquent, l'IASB propose dans son exposé-sondage des simplifications pour les PME par rapport aux full IFRS ».<sup>7</sup>

### 3) Les objectifs de référentiel IAS/IFRS

Les normes IFRS ont pour objectif principal d'instaurer un modèle comptable bien harmonisé dans le but de standardiser la présentation des données comptables échangées à l'échelle internationale.

#### 3.1) Le cadre conceptuel des normes internationale

Le cadre conceptuel est donc distinct des autres normes comptables. Il ne s'agit pas d'une norme comptable, mais la connaissance du cadre permet d'appliquer avec efficacité et cohérence toutes les normes incluses dans le référentiel IFRS. Toutes les nouvelles normes et interprétations répondent à présent aux sigles respectifs IFRS et IFRIC.<sup>8</sup>

L'objectif du cadre conceptuel est d'assurer la cohérence de l'ensemble de la normalisation, afin que l'application de chaque norme ne génère pas d'incohérence entre elles. Le cadre conceptuel précise l'objectif des états financiers et l'importance d'une information comptable quantitative et narrative de qualité. Ce cadre donne des définitions et principes destinés à expliquer les modalités d'évaluation des actifs et des passifs, tout en définissant les concepts de capital et de maintien de capital<sup>9</sup>

#### 3.2) Les normes comptables internationales IAS/IFRS et leurs interprétations SIC/IFRIC

Il existe deux catégories de normes internationales. L'une d'entre elles est représentée par les IAS (Normes internationales de comptabilité), en vigueur depuis 1973, dont la plupart ont été progressivement remplacées par les IFRS (Normes internationales d'information financière), introduites en 2005. Par conséquent, il est possible de trouver deux versions des IFRS :

- IFRS pour les PME
- full IFRS

---

<sup>7</sup> IFRS et PME Christopher Hossfeld, Peter Kajüter

<sup>8</sup> Améliorer l'information financière en IFRS page 2 éric TORT – Lionel ESCAFFRE

<sup>9</sup> Améliorer l'information financière en IFRS page 2 éric TORT – Lionel ESCAFFRE

Les FULL IFRS sont Appliqué au société essentiellement ceux qui sont coté en bourse ou qui fait appel public à l'épargne ou les sociétés qui gèrent des actifs sicav , intermédiaire en bourse donc les sociétés qui ont une responsabilité public. Donc elles sont obligées d'appliquer les full IFRS

Les Full IFRS sont applicable pour les entités qui ont une responsabilité public c'est à dire les sociétés qui sont coté en bourse ou qui faisant appel public à l'épargne ou bien les sociétés qui gèrent les actifs pour le compte d'autrui par exemple les sicav , les intermédiaires en bourse donc les sociétés sui ont une responsabilité public de l'épargne public donc elles sont obligées d'appliquer les full IFRS par contre Les IFRS PME : sont applicable essentiellement pour les pme.

Les full IFRS actuellement sont 41 normes à savoir :

- 16 normes IFRS
- 25 normes IAS

En plus de ces normes il y a des textes qui sont obligés à appliquer sont les interprétations de ces normes il y a presque vingtaine d'interprétations 15 pour les IFRS et 5 pour les IAS

Et ces interprétations sont connus par l'appellation : les Standing Interpretations Committee (SIC), et les International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC).

## Section 2 : la transition vers les normes internationales pour le secteur bancaire Tunisien

En 1973, de nombreux pays, principalement des pays anglo-saxons comme les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Australie et le Canada, ont décidé d'agir sur le plan international en matière de normes comptables. Le but de cet effort était d'établir un cadre comptable que toutes les entreprises pourraient comprendre et utiliser pour faciliter l'échange et la comparaison des données financières au niveau mondial.

En 2021 les banques tunisiennes et les établissements financiers, vont adapter les normes IFRS pour l'élaboration de leurs états financier consolidés, et ce suite à la décision du conseil national de la comptabilité au cours de sa réunion du 06 septembre 2018 au sujet de:

- l'entrée en vigueur des Normes comptables internationales à partir de janvier 2021

- l'application des normes comptables internationales aux états financiers consolidés

Donc le secteur bancaire est concerné à e à l'adoption des normes IAS/IFRS.

Dans cette section nous allons introduire L'adoption des normes IFRS pour le secteur bancaire tunisien et Les fondements théorique de la comptabilité tunisienne et son évolution et ce dans le cadre générale et le cadre bancaire.

### 1) L'adoption des normes IFRS pour le secteur bancaire tunisien

Le conseil national de la comptabilité est l'organe légalement et réglementairement responsable sur la normalisation comptable en Tunisie. Ce conseil en septembre 2018 a pris la décision d'adopter les normes comptables internationales en Tunisie au niveau des états financiers consolidés et concernant les états financiers individuels vont continuer à être préparée selon le référentiel tunisien. Donc on va appliquer les full IFRS pour les états financiers consolidés.

Les sociétés qui seront obligées d'élaborer les états financiers consolidés selon le référentiel IFRS sont :

- Les banques
- Les établissements de crédits
- Les sociétés de leasing
- Les sociétés de factoring
- Les assurances
- Les sociétés cotés
- Les filiales qui appartiennent à des banques ou à une société parmi ces sociétés donc elle est incluse dans le périmètre d'où elle sera obligée d'élaborer les états financiers en IFRS.

#### 1.1) Le processus clé de transition vers les IFRS en Tunisie

Dans l'optique d'avoir un référentiel comptable compréhensible pour tout le monde et utilisé par les sociétés tunisiennes, les établissements financiers, les établissements financiers et les banques sont appelées à partir de l'exercice 2021 et dans ce contexte « la banque centrale de Tunisie a publié La circulaire 2020-01 qui a pour objet : mesures préalables pour l'adoption des normes internationales d'information financière (IFRS) ».

Il existe deux principales dispositions :

- La préparation de plan stratégique

- Le comité de pilotage

Le plan stratégique de mise en œuvre de ces normes IFRS qui va toucher les méthodes de gestion de risque

Selon l'article 2 de la circulaire 2020-01, l'organe de direction de la banque ou de l'établissement financier doit établir un plan stratégique pour la conduite du projet, qui doit être validé par son conseil d'administration ou son conseil de surveillance. Ce plan doit notamment comporter:

- Le processus de pilotage stratégique et opérationnel du projet.
- La feuille de route pour la conduite du projet.
- L'équipe projet et les structures intervenant dans le projet.
- Les mesures requises pour l'adaptation du système d'informations et comptable aux exigences des normes IFRS.
- Un plan de communication interne et externe.
- Le plan de formation de tous les intervenants dans le projet.

Même au niveau de système d'information : il s'agit d'une refonte totale du système d'information.

La banque centrale impose de la création d'un comité de pilotage qui va piloter tout le projet et « selon l'article 4 de la même circulaire, on trouve que ce comité est notamment chargé de :

- De la constitution d'une équipe projet.
- Du suivi et contrôle du déroulement du projet.
- Du suivi des objectifs dans le respect des orientations stratégiques.
- De la coordination entre les métiers et les fonctions de support.
- De la validation des phases clés du projet.

## 2) Les divergences des normes IFRS par rapport aux au référentiel comptable tunisien

Les caractéristiques des normes IFRS par rapport à celles applicables en Tunisie sont :

**La prééminence de l'économique sur le juridique**, c'est-à-dire il ne faut pas tacher ou se baser seulement aux montage juridique pour comptabiliser mais surtout il faut souligner le fond du problème à titre d'exemple « le contrat de leasing >>

**Deuxième caractéristique** très importante dans les normes internationales qui va impacter d'une manière significative les comptes, c'est :

La prise en compte de l'effet de passage de temps ou l'actualisation, c'est-à-dire les actifs et les passifs ne restent pas figer dans le temps donc on va l'actualiser les flux financiers futurs de l'actif à un taux d'actualisation, et même pour les passifs. Donc les actifs et les passifs vont subir l'effet du passage du temps.

Par exemple : Nous avons acheté une immobilisation et nous allons la payer en quatre tranches annuelles pour un total de 1 million de dinars. Par conséquent, nous ne la comptabilisons pas à 1 million, mais nous considérons plutôt que nous prenons un crédit pour financer cette immobilisation, d'où sa valeur sera inférieure à 1 million. Concernant la différence, nous allons la constater comme une charge d'intérêt. Ainsi, nous appliquerons ce principe à la banque, tant pour les actifs que pour les passifs des états financiers de la banque.

**Troisième concept** très important : c'est le concept de valeur qui va être très utilisé c'est la juste valeur

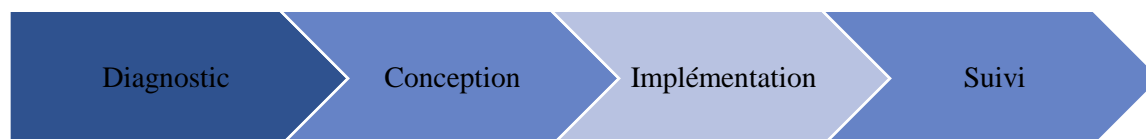
**Quatrième concept** Les plus-values et moins-values sont constatées dans les comptes de capitaux propres plutôt que dans le compte de résultat. De ce fait, une plus grande importance est accordée au bilan qu'à l'état de résultat.

## 3) la mise en application du référentiel IAS/IFRS

Les banques et les établissements financiers sont encouragés à suivre les meilleures pratiques d'implantation des normes comptables internationales et selon les pratiques comptables applicables le projet d'adoption des normes IAS/ IFRS, nous avons quatre étapes à savoir :

- Diagnostic
- Conception
- Implémentation
- Suivi

Figure 1: Les étapes d'implantation des normes comptables internationales



### 3.1) La phase diagnostic

La première phase de l'implantation c'est le diagnostic il s'agit d'un diagnostic qui consiste à :

- Evaluer la situation actuelle de la banque en termes de conformité aux normes IAS/IFRS.
- Détecter les divergences entre le référentiel comptable tunisien et le référentiel internationale.
- Tester le système d'information existant de la banque pour qu'être adapter au référentiel internationale.
- Identification d'identifier les écarts entre les pratiques actuelles et les exigences des normes IAS/IFRS, ainsi que les impacts potentiels de l'adoption de ces normes.
- Former les collaborateurs de la banque aux référentiels internationaux en matière d'IAS/IFRS.

### 3.2) La phase de conception

La conception consiste essentiellement à élaborer un plan détaillé qui comprend de :

- Le choix de calendrier du projet et l'équipe projet
- La planification des ressources nécessaires
- Le choix de politiques comptables à adopter
- Les choix faits pour l'adaptation du système d'information
- La mise en place d'un modèle de dépréciation et la méthode d'évaluation selon l'IFRS 9;

### 3.3) La phase d'implantation

La phase de l'implantation est le processus de mise en œuvre effective des normes IAS/IFRS.

Il s'agit d'une phase de réalisation de projet donc Il est nécessaire à ce stade d'intégrer des nouveaux schémas comptables IAS/IFRS dans le système d'information et du système comptable de la banque et cette phase exige :



- L'intégration dans le Système d'information de la banque des nouveaux schémas comptables IAS/IFRS
- La préparation des premiers états financiers individuels/ consolidés selon le référentiel internationale

#### 3.4) La phase de suivi

La phase de suivi consiste essentiellement à :

- Évaluer l'efficacité de l'adoption de référentiel international au sien de la banque et à apporter les ajustements nécessaires.
- Assurer la performance de système d'information de la banque et l'application des pratiques adoptées pour l'élaboration des états financiers en IFRS.
- La réalisation des tests pour assurer le bon fonctionnement des nouveaux modules de système d'informations.

## Chapitre 2 : Les méthodes d'évaluation des provisions entre les référentiels comptable et prudentiel tunisiens, et la norme IFRS 9

### Introduction

Jusqu'à aujourd'hui il n'y a pas une date exacte de mise en application des normes IFRS en Tunisie mais comme prévu par la circulaire n° 2020-01 prévoit l'application obligatoire des normes comptables internationales en Tunisie, à compter du 1er janvier 2021 pour les banques et les établissements financiers conformément à la décision de l'Assemblée Générale du Conseil National de la Comptabilité du 6 septembre 2018. Cela comporte des aspects positifs, dans notamment l'amélioration de la comparabilité des comptes publiés. Dans le cadre de ce chapitre, nous nous intéressons à l'application de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » dans les banques tunisiennes, et plus particulièrement au nouveau modèle de dépréciation des actifs qu'apporte cette norme. Dans ce chapitre, nous allons présenter les pratiques d'évaluation des provisions selon les référentiels comptable et prudentiel tunisiens dans la première section. Quant au deuxième, nous allons présenter les pratiques d'évaluation des provisions selon les référentiels comptable internationales. (Ifs9 )

### Section 1 : Les pratiques d'évaluation des provisions selon les référentiels comptable et prudentiel tunisiens

Les normes comptables tunisiennes sectorielles, NCT 21, NCT 22, NCT2, NCT24 ET NCT25, diffèrent considérablement des normes IFRS. Ces différences portent sur les approches, les évaluations et les informations financières produites en matière d'instruments financiers et de gestion des risques : IAS 32, IFRS 7 et la nouvelle IFRS 09.

Cette section présente les principaux impacts de ces réformes en termes de règles comptables et de méthodes et procédures de constitution de provisions conformes à la réglementation tunisienne.

#### 1) Les règles applicable en Tunisie

« La circulaire de la banque centrale N° 91-24 DU 17 décembre 1991 a pour objet : division, couverture des risques est suivie des engagements. Cette circulaire a informé les banques selon l'article 8 de procéder à la classification de tous leurs actifs. Mais cette classification ne concerne pas les actifs détenus directement sur l'État ou sur la BCT. »

### 1.1) La classification des actifs

la circulaire de la BCT n° 91-24 mentionne dans l'article 8 que les banques doit classer les engagements de ses clients « *Les banques sont tenues de procéder à la classification de tous leurs actifs quelle qu'en soit la forme, qu'ils figurent au bilan ou en hors bilan et qu'ils soient libellés en dinars ou en devises* <sup>10</sup> et les banques doivent distinguer leurs actifs du bilan et du hors bilan et cette classification des actifs aide les établissements de crédit à évaluer le risque de crédit de leurs clients mais, les actifs détenus directement sur l'État ou sur la BCT ne font pas l'objet de classification.

Les banques doivent différencier leurs actifs selon :

- Actifs courants
- Actifs classés

#### A) Les actifs courants : (Actifs sains )

Sont considérés comme actifs courants, les actifs dont la réalisation ou le recouvrement intégral dans les délais paraît assuré et qui sont détenus sur des entreprises dont :

- la situation financière est équilibrée et confirmée par des documents comptables certifiés datant de moins de 18 mois et des situations provisoires datant de moins de 3 mois
- la gestion et les perspectives d'activité sont jugées satisfaisantes sur la base des rapports de visites
- la forme et le volume des concours dont elles bénéficient sont compatibles tant avec les besoins de leur activité principale qu'avec leur capacité réelle de remboursement. <sup>11</sup>

#### B) Les actifs classés

##### Classe 1 : Actifs nécessitant un suivi particulier

Selon l'article 8 de la même circulaire Actifs dont le recouvrement intégral dans les délais est assuré, mais détenus sur des entreprises ayant un secteur d'activité qui connaît des difficultés ou ayant une situation financière qui se dégrade.

➔ Impayé de 0 à 90 jours

---

<sup>10</sup> Article 8 de la circulaire 91-24

<sup>11</sup> Article 8 de la circulaire 91-24

## Classe 2 : Actifs incertains

Sont considéré comme des actifs incertains tous les actifs qui sont détenus par des entreprises qui ont des difficultés financières et elles nécessitent la mise en œuvre de mesure de redressement et leur recouvrement intégral dans les délais est incertain ainsi les actifs dont les retards de paiements des intérêts ou du principal sont supérieurs à 90 jours sans excéder 180 jours.

## Classe 3 : Actifs préoccupants

Dans cette classe on trouve les actifs Détenus sur des entreprises qui présentent un retard de paiement supérieur à 180 jours sans excéder 360 jours. Généralement ces entreprises représentent avec plus de gravité les caractéristiques de la classe 2.

## Classe 4 : Actifs menacés

Cette classe couvre les créances sur des entreprises qui accusent un retard de paiement de plus de 360 jours. Selon la circulaire 91-24, même si ces actifs doivent être comptabilisés comme des pertes, la banque doit quand même suivre toutes les procédures légales nécessaires pour récupérer ces actifs.

### 1.2) La classification par le gel du compte

Sont applicables au découvert, les caractéristiques des classes 2, 3 et 4 .

Les règles des classes 2, 3 et 4 s'appliquent aux découverts bancaires. Si, après 90 jours sans paiement des intérêts, le compte n'a pas reçu assez d'argent pour couvrir les intérêts et frais dus, le découvert est alors classé comme "gelé" et placé dans la classe 2.

Si  $180 < \text{Délai} \leq 360$  jour → classe 3

Si délai  $> 360$  jour → classe 4

Pour les découverts classés, les banques ne doivent incorporer dans leur résultat que les intérêts effectivement perçus. <sup>12</sup>

---

<sup>12</sup> Un extrait de cours GESTION DU RISQUE DE CREDIT ET MISE EN PLACE DES SYSTEMES DE NOTATION INTERNE RADHOUANE GOUJA

### 1.3) Classification des crédits consolidés :

- Les arrangements, le rééchelonnement ou la consolidation relatifs à des créances n'excluent pas le maintien des normes objectives établies pour déterminer l'ancienneté des échéances de paiement. Ils ne permettent la reprise des provisions déjà constituées qu'en cas du respect du nouveau calendrier de remboursement. »
- Ce produit englobe des intérêts non payés ou en attente de traitement, qu'ils fassent l'objet d'une réduction, ou d'une consolidation, indépendamment de la catégorie à laquelle est rattachée la dette correspondante. Seul le montant réellement recouvré est pris en compte dans les résultats financiers de la période en question.
- De plus, en cas d'accident de paiement, le montant restant dû doit être totalement provisionné. Si le capital cumulé impayé atteint 25 % de la dette totale, il doit être enregistré en classe 4.<sup>13</sup>

## 2) La constitution de La provision

La norme comptable tunisienne NCT 14 relative aux éventualités et événements postérieurs à la date de clôture à définir l'éventualité comme une condition ou une situation dont l'incidence finale, gain ou perte, ne sera établie que lorsqu'un ou plusieurs événements futurs et incertains se seront réalisés ou qu'il sera certain qu'ils ne se réaliseront pas.

Le paragraphe 8 de la norme comptable explique qu'une provision est un enregistrement comptable utilisé pour indiquer soit une baisse de la valeur d'un actif, soit une hausse du passif. Cette provision est clairement définie, mais il reste incertain si elle se concrétisera ou non. Elle est prévue en raison d'événements qui ont eu lieu ou qui sont en cours à la fin de l'exercice comptable.

### 2.1) types des provisions

#### **a) Les Provisions individuelles**

Sur la base des dispositions de l'article 10 de la circulaire 91-24 Les banques doivent constituer des provisions au moins égales à :

- 20 % pour les actifs de la classe 2.
- 50% pour les actifs de la classe 3.

---

<sup>13</sup> Un extrait de cours GESTION DU RISQUE DE CREDIT ET MISE EN PLACE DES SYSTEMES DE NOTATION INTERNE RADHOUANE GOUJA

- 100% pour les actifs de la classe 4.

### **b) Les provisions additionnelles**

Les banques doivent détenir des provisions supplémentaires pour couvrir le risque net des actifs de classe 4 âgés de plus de trois ans.

Selon l'article premier de la circulaire N°2013-21 Les établissements de crédit doivent constituer des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans.
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans.
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

L'ancienneté dans la classe 4 est déterminée selon la formule suivante :

$$A = N - M + 1$$

A : ancienneté dans la classe 4

N : année d'arrêt des comptes

M : année de la dernière migration vers la classe 4

On entend par risque net, la valeur de l'actif après déduction :

- Des agios réservés.
- Des garanties reçues de l'Etat, des organismes d'assurance et des établissements de crédit.
- Des garanties sous forme de dépôts ou d'actifs financiers susceptibles d'être liquidés sans que leur valeur soit affectée.
- Des provisions constituées conformément aux dispositions de l'article 10 de la circulaire aux établissements de crédit n°91-24. <sup>14</sup>

### **c) Provision collective**

---

<sup>14</sup> Article 1 de la circulaire 2013-21 ( Objet : Division, couverture des risques et suivi des engagements.)

Selon Article 10 bis(nouveau): Les banques et les établissements financiers doivent constituer par prélèvement sur les résultats, des provisions à caractère général dites « provisions collectives » pour couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et les engagements nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la circulaire n°91-24.

Selon l'Annexe III de la circulaire N°2023-02 la banque centrale a bien défini Méthodologie de détermination des provisions collectives et ce par les étapes suivantes :

- ✓ Détermination de la population cible
- ✓ Regroupement des engagements 0 et 1 en groupes homogènes
- ✓ Détermination pour chaque groupe de contreparties désigné « gi » d'un taux de migration moyen estimé sur un historique de 5 ans le plus récent
- ✓ Majoration des taux de migration historiques moyens
- ✓ Application des taux de provisionnement standards « TPgi »
- ✓ Calcul du montant des provisions collectives « PC » sur les engagements 0 et 1

➔ Des provisions collectives peuvent être constituées pour couvrir les risques latents sur les actifs courants de la classe 0 et les actifs de la classe 1.

## 2.2) Les garanties

Toutes les garanties fournies par les clients et acceptées par les banques ne sont pas toutes déductibles dans le calcul des provisions selon l'article 10 de la circulaire de la BCT

La BCT identifie les garanties valides comme suit :

- Les garanties reçues de l'Etat
- Les garanties reçues des établissements de crédits ou des compagnies assurance
- Les garanties sous forme de dépôts ou autres actifs financiers qui peuvent être liquidés dans un court délai et sans perte de valeur

Pour que les biens meubles ou immeubles donnés en garantie soient considérés comme garantie valables, ils doivent être dûment enregistrés et doivent porter sur des biens immatriculés à la conservation de la propriété foncière. En outre, la liquidation facile et rapide de l'hypothèque doit être garantie. <sup>15</sup>

---

<sup>15</sup> Article 10 de la circulaire 91-24 de la BCT

### 3) Evaluation des provisions ou des « Pertes Encourues »

Les normes prudentielles de division et de couverture des risques et de suivi des engagements de la BCT ; dans notamment la circulaire 91-24, ainsi que la norme NCT 24, définissent les règles de calcul des provisions sur les crédits selon les classes de risques.

Tableau 2 :la circulaire 91-24 Vs NCT24

NCT 24	Circulaire BCT n°91-24
+ engagement échus et non échus par catégorie + Intérêts et commissions impayés constatés en résultat au cours d'exercices clôturés et non provisionnés	+ engagements envers le client y compris les intérêts et commissions impayés -Agios réservés
- Remboursements futurs espérés	- Garanties reçues de l'état, des compagnies d'assurances et des fonds de garantie - dépôts de garantie et actifs financiers liquides -autres garanties acceptées
= <b>Risques encourus</b>	= <b>Risques encourus</b>
- garanties affectées spécifiquement par catégorie - provisions déjà constituées	X % de la classe de risque = Montant à provisionner - provision déjà constituée
= Provisions additionnelles	= Provisions additionnelles

Source : élaboré par nous même

## Section 2 : Les pratiques d'évaluation des provisions selon les référentiels comptable international (ifrs9 )

Dans cette section nous allons introduire Le Référentiel comptable IFRS et les modèles de dépréciation

### 1) Présentation du la norme ifrs9

#### **Le Référentiel comptable IFRS**

Cette norme vise à définir des règles comptables pour les actifs financiers et les passifs financiers, dans le but de fournir des informations pertinentes et utiles aux personnes qui consultent les états financiers. Ces informations doivent permettre aux utilisateurs de



comprendre les montants, les échéances et le niveau d'incertitude associés aux futurs flux de trésorerie de l'entité.<sup>16</sup>

La norme IFRS 9 s'articule sur 3 paliers, à savoir :

- La classification et l'évaluation des instruments financiers.
- La dépréciation des instruments financiers.
- La couverture des instruments financiers.

Concernant l'évaluation des actifs financiers, nous avons 3 méthodes d'évaluation : la juste valeur par résultat net, la juste valeur par autres éléments du résultat global et le coût amorti.

Concernant l'évaluation au coût amorti, les flux doivent être reçus à une date fixe, et ces flux doivent être uniquement sous la forme du principal et des intérêts. Ainsi, le détenteur a l'intention de garder cet actif financier jusqu'à l'échéance.

Concernant l'évaluation à la juste valeur par autres éléments du résultat global, le détenteur n'a pas l'intention de garder l'actif jusqu'à l'échéance et il a l'intention de percevoir à la fois des flux de trésorerie et des produits des ventes. On utilise l'évaluation à la juste valeur par résultat net dans le cas où aucune condition n'est respectée.

Concernant la dépréciation, si le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale de l'actif, la dépréciation est égale aux pertes attendues sur la durée de vie de l'actif. Si le risque de crédit n'a pas augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale de l'actif, la dépréciation est limitée aux pertes attendues sur les 12 prochains mois.

## 2) Les modèles de dépréciation

Il s'agit de deux modèles de dépréciation

- Modèle général de dépréciation
- Modèle simplifié de dépréciation

### A) Modèle général de dépréciation

A chaque date de reporting, une entité apprécie si le risque de crédit associé à un instrument financier a augmenté de façon significative depuis la comptabilisation initiale en s'appuyant sur la variation du risque de défaillance entre la date de reporting et la date de de la

---

<sup>16</sup> Norme internationale d'information financière 9 Instruments financiers page 6

comptabilisation initiale plutôt que sur la variation du montant des pertes de crédit attendues. Elle se base des informations raisonnables et justifiables, y compris celles de nature prospective, qui peuvent obtenus sans couts ou efforts excessifs.<sup>17</sup>

Ce modèle s'articule sur 3 étapes à savoir :

Etape 1 : Détermination de l'ECL à 12 mois

Etape 2 : Détermination Pertes de crédit attendues sur la durée de vie (valeur comptable brute )

Etape 3 : Détermination Pertes de crédit attendues sur la durée de vie (valeur comptable nette )

La détermination de la perte attendue dans ce modèle est intrinsèquement complexe car elle repose sur deux facteurs fondamentaux : la PD et le LGD.

Il est à noter qu'il existe des différences dans l'évaluation de ces paramètres entre la norme IFRS 9 et l'approche basée sur les notations internes préconisée par le Comité de Bâle pour le calcul du risque de crédit.

Conformément à la norme IFRS 9, il convient de noter que les probabilités de défaut associées aux encours non déclassés (Stage 1) sont exprimées en termes de PD à un an, tandis que pour les encours déclassés et douteux (Stage 2 et 3), ces PD sont considérées comme des PD "à maturité". Cette dernière définition implique la prise en compte de la période restant jusqu'à l'échéance de chaque créance. Cette divergence dans les méthodologies de calcul de la PD peut avoir un impact significatif sur les estimations des pertes attendues, soulignant ainsi la nécessité impérieuse d'une gestion proactive des risques pour assurer la conformité aux normes et permettre la prise de décisions financières éclairées. En outre, La disponibilité de données précises est très importante.

De plus, il est essentiel de noter qu'il existe des distinctions fondamentales dans la manière dont la PD et le LGD sont calculées entre les normes de Bâle et celles d'IFRS 9.

Selon les critères de Bâle, la PD est calculée comme une moyenne cyclique, couramment désignée sous le nom de PD tout au long du cycle (TTC). Cette approche représente une moyenne sur l'ensemble du cycle économique, fournissant ainsi une vue agrégée du risque de crédit sur une période étendue.

---

<sup>17</sup> Comptabilité financière internationale IFRS 2021 Ridha Zarrouk chapitre 27 IFRS 09 page 786 paragraphe (5.1.1)

En revanche, IFRS 9 adopte une approche plus précise avec la probabilité de défaut dite "à un moment précis" (PIT), fournissant des estimations pour des dates de reporting spécifiques. La PD PIT prend en considération la position de l'entreprise dans le cycle économique au moment de l'évaluation, offrant ainsi une vue plus actuelle et contextuelle du risque de crédit, ce qui la distingue de la PD moyenne tout au long du cycle (TTC) utilisée par les normes de Bâle. Cette différence dans l'approche de calcul de la PD souligne l'importance de tenir compte du contexte temporel lors de l'évaluation des risques de crédit.

De même, en ce qui concerne la Loss Given Default, IFRS 9 adopte une approche "Point in Time" (PIT). Cela signifie que la LGD reflète la situation au moment de la clôture des comptes, offrant une vision instantanée et contextuelle des pertes potentielles en cas de défaut. En revanche, les normes de Bâle se basent sur une LGD calculée en période de dégradation économique, communément désignée sous le terme de "downturn". Cette approche prend en compte une moyenne sur une période économique identifiée comme étant au plus bas, caractérisée par des risques considérables et des pertes inattendues maximales. Cette distinction entre les approches "Point in Time" et "Through the Cycle" met en exergue l'importance cruciale de prendre en compte la sensibilité aux cycles économiques lors de l'évaluation des risques de crédit et des éventuelles pertes.

La perte de crédit attendue est déterminée par la formule suivante :

$\text{Pertes de crédit attendues} = \text{PD} \times \text{LGD} \times \text{EAD}$
-------------------------------------------------------------------------------------

**EAD : (exposure at default)**

C'est le montant total dû au moment de défaut. Il se calcule par l'actualisation au taux d'intérêt effectif des flux de trésorerie qui auraient dû être encaissés sur toute la durée de vie du contrat.

**PD : (Probability of default)**

La probabilité que la contrepartie fasse défaut. Équivalent à 12 mois de PD pour le stage 1, PD restant pour le stage 2 et 100% pour le stage 3. PD devrait tenir compte des informations prospectives et des facteurs macroéconomiques prévus tels que l'inflation et le taux de chômage

- Deux grands types de mesure des PD
  - ▶ PIT (Point in Time)
  - ▶ TTC (Through The Cycle)

### ***LGD : (loss given default)***

Il s'agit de la part qui sera perdue en cas de défaut après le transfert des actifs reçus en garantie. Si les régulateurs le permettent, une option courante lors de la première adoption des normes IFRS consiste à utiliser un taux de Bâle de 45 %. Toutefois, pour calculer la perte attendue, il est d'abord nécessaire d'estimer les paramètres PD et LGD. Les banques ont à leur disposition deux méthodes qu'elles peuvent choisir en fonction de leurs niveaux de performance en matière de ressources et de gestion des risques.

### **b)Modèle simplifié de dépréciation**

IFRS9 a introduit des mesures de simplification pour les créances clients , les actifs sur contrat et les créances locatives permettant aux entités de ne pas calculer les pertes des crédits attendus sur 12 mois et de ce fait ne pas assurer un suivi du changement de la qualité de crédit. Ainsi, ces entités évaluent toujours la correction de valeur pour pertes au montant des pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité).<sup>18</sup>

Donc cette méthode estime les pertes de crédit attendues pour la durée de vie résiduelle même s'il n'y a pas une augmentation significative de risque de crédit donc l'entité n'est pas obligée d'estimer l'augmentation du risque de crédit elle peut comptabiliser directement les pertes attendues sur la durée de vie résiduelle.

Concernant la comptabilisation des actifs sur les créances clients qui comportent un composant financement important. La norme IFRS9 autorise l'entité d'exercer un droit d'option pour la comptabilisation et dans cette les pertes attendues sont calculées à travers d'une matrice de provision dans laquelle les créances clients sont regroupées en fonction de différents attributs du client et de types de pertes historiques différents et cette matrice basée sur des taux historiques de perte, et à chaque date de clôture, ces taux doivent être actualisées. Ainsi, les pertes attendues pour la durée de vie résiduelle sont déterminées sous forme de pourcentages forfaitaires, en relation avec différentes durées de souffrance.

Pour la détermination de la matrice des provisions, l'entité doit prendre en considération :

- les taux historiques de default sur la durée attendue des créances commerciales.

---

<sup>18</sup> Comptabilité financière internationale IFRS 2021 Ridha Zarrouk chapitre 27 IFRS 09 page 788

- l'ajustement pour prendre en compte des estimations projetées.

L'accent est mis sur deux éléments distincts dans le modèle simplifié à savoir :

➤ Le regroupement des créances :

Il s'agit d'une segmentation basée sur le type de client, type de produit, région géographique, ou la notation du client, etc. Pour dresser plusieurs matrices des pertes de crédit, et ce, en cas d'utilisation des taux historiques de pertes comme références, mais il faut s'assurer de l'exhaustivité et de l'exactitude de ces paramètres.

➤ L'ajustement des taux historiques de pertes en fonction d'informations prévisionnelles

Il convient de vérifier si le taux de perte historique a été généré représente l'économie du portefeuille à la date de clôture. Dans ce cas, la banque est tenue d'estimer les informations actuelles et les prévisions peuvent affecter son taux de perte historique client. Il doit ensuite évaluer l'impact de ces informations sur les attentes, estimation. La constitution de la matrice des pertes nécessite le respect de cinq étapes suivantes :

- Etape 1 : Regroupement de créances :

Le regroupement de créances peut être fondée sur la base des critères différents à titre d'exemple on trouve type de produit , région géographique , ou la notation du client donc pour établir la matrice de calcul de perte il faut commencer par le regroupement des créances exposées aux risque de crédit, mais Il est nécessaire de regrouper des groupes ayant des caractéristiques similaires.

- Etape 2 : Choix de la durée nécessaire à la détermination des taux historiques de pertes :

Dès où les créances sont regroupées l'entité doivent collecter les données historiques de perte de chaque groupe, la norme Ifrs9 ne précise pas exactement la durée nécessaire pour remonter dans le temps afin de recueillir des données historiques.

Cependant, il appartient à chaque entité de définir dans quelle mesure cela s'applique collecter des données historiques fiables et pertinentes pour l'avenir. En fait, En termes de collecte de données, vous pouvez envisager en arrière de 2 à 5 ans.

- Etape 3 : Détermination des taux d'historiques de pertes :

Après avoir regroupé les expositions et la période sur laquelle les données historiques ont été collectées, la banque doit déterminer le taux de perte attendu pour chaque groupe identifié et donc elle doit déterminer.

- ✓ Le montant total des créances et pertes totales passées.
- ✓ La date d'encaissement des créances.
- ✓ La détermination des taux historiques de pertes.

- Etape 4 : La prise en compte de facteurs macroéconomiques prévisionnels :

Les taux de pertes historiques calculés fournissent une base pour l'identification. Cependant, les pertes attendues, reflètent les conditions économiques passées au moment de collecte des données historiques.

Des ajustements doivent être faits pour tenir compte de cela. Détails des risques à la fin de l'année pour l'estimation des pertes de crédit attendue. Pour cette raison, les décisions concernant la gratitude devraient être plus ciblées grâce à des prévisions de tendances et d'indicateurs économiques futures.

- Etape 5: Le calcul des pertes attendues

Les pertes calculées à l'étape 3 et ajustées en fonction des facteurs économiques prévisionnels dans l'étape 4 feront l'objet d'un historique des pertes et qui actuellement utilisées pour les calculs des pertes attendues.

### 3) Les modèles de pertes attendues : modèle général versus modèle simplifié

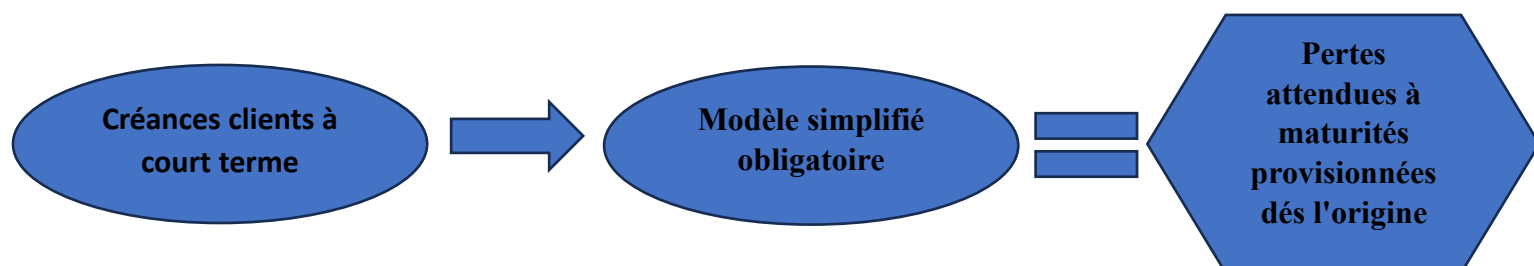
Le modèle des dépréciations générales défini dans IFRS 9 est complexe et nécessite un jugement significatif. Le modèle simple excelle dans la simplicité. Le schéma ci-dessous illustre les situations dans lesquelles IFRS 9 permet l'utilisation de chacun de ces modèles.<sup>19</sup>

---

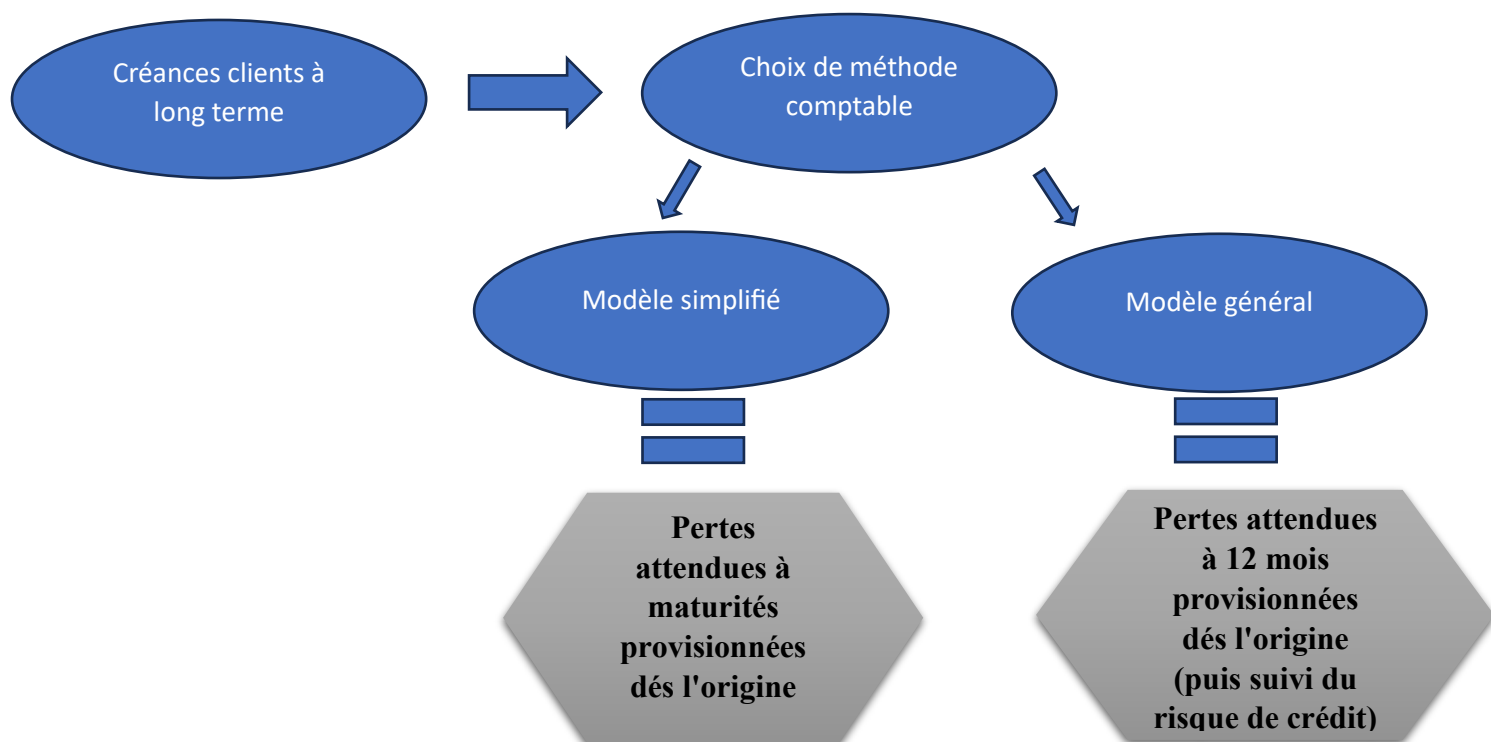
<sup>19</sup> Projet d'adoption des IFRS en Tunisie – IFRS 9 (Enjeux et implications pour le secteur financier) page 128  
Chiheb GHANMI ; Néji HERGLI ; Wassim NAOUAR

Figure 2: Les deux modèles de pertes attendues : modèle général versus modèle simplifié

**Créances commerciales sans composante de financement significatif**



**Créances commerciales avec composante de financement significatif**



**La perte de crédit attendues**

La norme ifrs9 définit les pertes attendues comme étant la moyenne pondérée des pertes sur créances, avec les risques respectifs de défaillance survenant comme pondérations.

« Une entité doit évaluer les pertes de crédit attendues sur les instruments financiers d'une manière qui reflète :

(a) un montant objectif et fondé sur des pondérations probabilistes, qui est déterminé par l'évaluation d'un intervalle de résultats possibles.

(b) la valeur temps de l'argent.

(c) les informations raisonnables et justifiables sur des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions de la conjoncture économique encore à venir, qu'il est possible, à la date de clôture, d'obtenir sans devoir engager des coûts ou des efforts déraisonnables ».<sup>20</sup>

$$ECL = PD \times LGD \times EAD$$

Avec:

PD = Probability of Default = Probabilité que l'instrument fasse l'objet d'une défaillance

LGD = Loss Given Default = Total des pertes de crédit attendues qui découlerait de la défaillance

EAD = Exposition At Default = Exposition au défaut

### La méthodologie du provisionnement des pertes attendues

« Le modèle des pertes attendues est soumis à trois phases d'analyses qui sont présentées ci-après :

• *Phase I : A la date de la comptabilisation initiale de la créance, l'entité comptabilise les pertes attendues sur 12 mois. Précisément, ces pertes sont représentatives d'une probabilité de défaillance de paiement estimée dans les 12 mois suivant la date de clôture ou sur une échéance inférieure en fonction des conditions contractuelles de la créance. Les créances qui subissent une croissance significative du risque d'irrecouvrabilité depuis leur date de comptabilisation initiale sont classées en phase II.*

• *Phase II : Si à une date postérieure à sa comptabilisation le risque de défaillance de la créance augmente notablement, les pertes prévues doivent être comptabilisées en fonction du modèle statistique de probabilité adopté par l'entité. Toutefois l'existence d'indicateurs économiques*

---

<sup>20</sup> La norme ifrs 9 paragraphe 5.5.17



*de dépréciation relatifs à des événements survenus depuis la comptabilisation initiale sont aussi susceptibles de générer une dépréciation pour la typologie de créances concernée.*

• *Phase III : Si la qualité de la créance est de nature à s'interroger sur les capacités de recouvrement du montant, une dépréciation représentative de la perte attendue sur l'actif financier doit être provisionnée. Cette phase est assimilable au constat d'une perte avérée. Le calcul de la perte attendue sur la phase I consiste à calculer les pertes attendues x coefficient de probabilité à 12 mois. Ce coefficient est estimé au moyen d'une table statistique extrapolée en fonction des défaillances constatées sur le passé et par typologie économique de créance. La dépréciation est calculée pour un portefeuille de créances puis ce montant est affecté au prorata de la valeur comptable de chaque actif. »<sup>21</sup>*

#### 4) Comparaison entre IFRS 9 et les normes baloises

Le concept de Bâle II, introduit en 2004, met en lumière deux types de pertes liées au risque de crédit :

- ❖ Les pertes attendues (Expected Loss, EL)
- ❖ Les pertes inattendues (Unexpected Loss, UL).

La réglementation bâloise a pour objectif principal c'est la protection des épargnants et les déposants et empêcher une crise systémique pour prévenir toute issue problématique et éviter la propagation des effets néfaste aux autres banques ce qui pourrait entraîner une situation financière désastreuse donc la réglementation bâloise oblige les banques à les pertes anticipées et ces pertes doivent être supportées par les actionnaires et non pas par les déposants donc toujours il faut avoir des capitaux propres suffisant pour faire face à ces pertes futures et c'est ça le problème de la norme IAS39 car cette norme ne reconnaît pas la notion des ECL et elle fonctionne par le concept des pertes avérée.

---

<sup>21</sup> Le traitement comptable des provisions pour pertes attendues applicables aux créances commerciales en IFRS 09 Lionel Escaffre

Tableau 3: Comparaison entre IFRS 9 et les normes baloises

Variable	Normes baloises	IFRS 09
Probabilité de défaut	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Calcul sur un cycle économique entier (Through-the-cycle TTC)</li> <li>• Calcul sur un horizon d'un an</li> <li>• Calcul par contrepartie</li> <li>• Calcul soumis à un seuil plancher</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Calcul ponctuel (Point-in-Time PIT)</li> <li>• Calcul sur un horizon d'un an seulement en stage 1 et sur la durée de vie du crédit dans les autres stages</li> <li>• Calcul par contrat</li> <li>• Calcul qui n'est pas soumis à un seuil plancher</li> </ul>
Perte en cas de défaut	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Calcul sur un cycle économique entier (Through-the-cycle TTC)</li> <li>• Calcul calibré sur le bas du cycle (Downturn)</li> <li>• Calcul soumis à un seuil plancher</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Calcul ponctuel (Point-in-Time PIT)</li> <li>• Calcul qui n'est pas calibré sur le bas du cycle</li> <li>• Calcul qui n'est pas soumis à un seuil plancher</li> </ul>
Exposition en cas de défaut	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Calcul basé sur les engagements révocables et irrévocables en utilisant des facteurs de conversion en équivalent crédit</li> <li>• Calcul qui ne prend en considération que les sûretés éligibles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Calcul basé sur la période contractuelle maximale, exception faite aux facilités renouvelables</li> <li>• Calcul qui prend en considération d'autres sûretés</li> </ul>

Source : Projet d'adoption des IFRS en Tunisie – IFRS 9 (Enjeux et implications pour le secteur financier) page 18 Chiheb GHANMI ; Néji HERGLI ; Wassim NAOUAR

<sup>22</sup> Projet d'adoption des IFRS en Tunisie – IFRS 9 (Enjeux et implications pour le secteur financier) page 18 Chiheb GHANMI ; Néji HERGLI ; Wassim NAOUAR

## CHAPITRE 3 : L'impact de l'adoption de la norme IFRS 9 sur les provisions des banques

### Introduction

Dans les chapitres précédents, nous avons discuté des principes et des types de réglementation. Conformément à la Réglementation, à la Comptabilité (NCT 24) et à la Surveillance (Circulaire BCT n° 91-24) ; Entreprises tunisiennes basées sur le principe « délai des impayés » et des pertes de crédit avérées, tandis que le modèle IFRS 9 des pertes de crédit attendues basé sur le principe de la « perte attendue ».

Nous avons porté notre attention sur certaines distinctions essentielles entre les deux modèles, distinctions qui finissent par avoir des répercussions significatives. En particulier, nous avons examiné les aspects liés aux provisions et aux résultats, ainsi qu'aux fonds propres et aux ratios de solvabilité, dans le contexte de l'adoption des normes internationales par les institutions bancaires.

Ce chapitre se concentre sur l'analyse des pertes de crédit prévues dans le secteur bancaire. Nous procéderons à une comparaison entre la législation tunisienne et la norme internationale IFRS 9, en examinant également les régulations établies par les banques. Parallèlement, nous examinerons l'impact de l'implémentation de l'IFRS 9 sur les ratios de solvabilité de la banque, tout en contribuant à l'intégration de cette norme internationale.

Nous débuterons par la mise en place d'un cadre empirique offrant une vue d'ensemble sur la méthodologie adoptée dans cette étude et sur les documents analysés. Nous poursuivrons ensuite avec l'analyse des calculs des différents paramètres constituant la perte de crédit attendue. Ceci nous mènera à présenter les résultats relatifs à l'impact de l'implémentation de l'IFRS 9 sur les ratios de solvabilité de la banque, en tenant compte des modifications des paramètres tels que le taux de perte en cas de défaut, le facteur de conversion du capital, et l'augmentation de la probabilité de défaut.

### Section1 : Présentation du cadre de la partie empirique

Cette section vise à décrire le cadre général de la partie empirique de l'étude. Avant d'aborder la procédure adoptée et les résultats obtenus, il est essentiel de détailler notre approche en exposant les méthodologies utilisées ainsi que les documents de référence qui ont servi de fondement à la réalisation de cette partie empirique.

## 1. Présentation de la direction de générale supervision bancaire au sein de la BCT

La banque Centrale de Tunisie a été créée le 19 septembre 1958, suite à la promulgation de la loi n° 58-90. Selon l'article 8 de la loi n° 2016-35 du 25 avril 2016, portant fixation du statut de la banque centrale de Tunisie, la BCT est notamment chargée de différentes missions.

Parmi celles-ci, on trouve que la BCT est chargée du contrôle des banques et des établissements financiers, ainsi que de la régulation de l'activité bancaire .<sup>23</sup>

La Banque Centrale de Tunisie (BCT) réalise sa mission de régulation et de supervision du système bancaire à travers sa Direction Générale de la Supervision Bancaire (DGSB), qui fait partie du pôle stabilité financière. Cette dernière s'assure que les diverses institutions bancaires, qu'elles soient résidentes, non résidentes ou spécialisées dans les affaires, ainsi que les établissements financiers comme ceux de leasing et de factoring, opèrent en conformité avec les réglementations actuelles.

La structure de la Direction Générale de la Supervision Bancaire est organisée en quatre directions distinctes, chacune renforçant et complétant les autres. Ces directions comprennent la surveillance permanente (contrôle sur pièces), la surveillance générale et la réglementation bancaire, le développement des méthodes de supervision, ainsi que l'inspection des banques et des établissements financiers (contrôle sur place).

## 2) Cadre Réglementaire et Légal de l'Adoption des Normes IFRS par les Banques et Établissements Financiers en Tunisie

En 2017, la BCT a motivé le Conseil National de la Comptabilité à concevoir un plan d'action stratégique pour intégrer les normes IFRS. Suite à de multiples réunions avec les acteurs clés du projet, comme la BCT, le CNC, l'OECT, le CBF, le CMF, etc., le CNC a proposé, lors de son assemblée générale du 6 septembre 2018, d'adopter les normes IFRS pour les états financiers consolidés à partir de 2021. En parallèle, la BCT a publié la circulaire n° 2020-01, précisant les démarches préliminaires nécessaires pour les banques et les établissements financiers dans le cadre de l'adoption des normes IFRS. La BCT a aussi mené une étude d'impact sur les normes internationales influant significativement sur les fonds propres comptables des banques et des établissements financiers. L'étude a examiné des normes spécifiques comme IAS 16, IAS 40, IAS 19, IFRS 9, et IFRS 16, et a été réalisée sur un échantillon représentatif de ces institutions.

## 3) Méthodologie de la partie empirique

---

<sup>23</sup> Loi n° 2016-35 du 25 avril 2016, portant fixation du statut de la banque centrale de Tunisie

L'objectif principal de cette étude empirique est d'évaluer l'effet de l'implémentation de la norme IFRS 9 sur les obligations envers les clients d'une banque tunisienne, XXX, à la fin de l'année 2021. Cette évaluation se concentre particulièrement sur l'impact sur les fonds propres comptables et réglementaires de la banque XXX ainsi que sur ses ratios de solvabilité. Pour ce faire, nous utiliserons le modèle de perte de crédit attendue appliqué aux engagements de la clientèle de la banque XXX afin de recalculer ses ratios de solvabilité. Concernant les provisions établies par la banque conformément à la réglementation comptable tunisienne, celles-ci seront obtenues auprès de la BCT et seront basées sur un échantillon représentatif du portefeuille clients, présenté sous forme d'un tableau récapitulatif (Annexe 1).

Nous avons calculé les provisions conformément aux directives établies par la circulaire n° 91-24. Cette circulaire définit les méthodes et critères spécifiques pour le calcul des provisions.

Le calcul de l'ECL se fera en considérant divers scénarios et hypothèses, afin d'affiner l'estimation de ces pertes dans différentes situations.

#### 4) L'étude impact de la norme IFRS9

##### 4.1) Objectifs

Dans le cadre du projet d'application de la norme internationale d'information financière IAS/IFRS dans le secteur bancaire et financier, les BFEs ont été chargés de conduire une simulation pour mesurer l'effet de la mise en œuvre de la norme IFRS 9 sur la situation financière consolidée.

##### 4.2) Segmentation du portefeuille

La segmentation selon IFRS 9 autorise le calcul des provisions de manière individualisée pour chaque segment. Cette norme détaille les critères de regroupement applicables pour la segmentation des engagements, et précise que, lorsqu'il est faisable, les provisions peuvent être évaluées de manière collective, en les regroupant par classe d'actif. Par conséquent, les encours des BEFs seront segmentés en regroupant les expositions ayant des caractéristiques de risque de crédit similaires, dans le but de calibrer le paramètre de probabilité de défaut pour chaque segment. À titre d'exemple et pour garantir la cohérence avec le reporting de risque de la BCT, les BEFs pourraient adopter la segmentation sectorielle suivante, telle que définie dans la circulaire relative au calcul de la provision collective :

- ❖ Agriculture
- ❖ Commerce

- ❖ Construction , bâtiment et travaux publics (BTP)
- ❖ Industrie
- ❖ Promotion immobilière
- ❖ Services
- ❖ Tourisme
- ❖ Particulier, crédit logement
- ❖ Particulier, autres concours

Les BEFs sont encouragées à utiliser la segmentation qui répond au mieux à leurs profil de risque et la composition de leurs portefeuilles (par types de clientèles, types de produits, ...)

**Stage 1 :** Cible les créances dont la qualité de crédit reste stable ou qui présentent un faible risque de crédit à la clôture. La provision pour ces créances doit refléter les pertes prévues sur les 12 mois à venir (EL à 1 an).

**Stage 2 :** Concerne les créances dont le risque de crédit a significativement augmenté depuis leur émission, qu'elles soient considérées comme saines mais dégradées ou comme sensibles. La provision pour ces actifs doit se baser sur les pertes prévues jusqu'à leur échéance (EL à maturité).

**Stage 3 :** Inclut les créances douteuses, définies conformément à la circulaire 91-24, qui ont subi une dégradation du risque de crédit depuis leur initiation. Pour ces créances, la provision est aussi évaluée en fonction des pertes attendues à l'échéance.

## Section 2 : Comparaison des Pratiques d'Évaluation des Provisions

Dans cette section, nous allons présenter les pratiques d'évaluation des pertes de crédit attendues selon la norme IFRS 9, ainsi qu'examiner leur influence sur les fonds propres de la banque et ses ratios de solvabilité, tant avant qu'après la mise en œuvre de scénarios de choc.

### 1) Calcul des Provisions selon la Réglementation Tunisienne

La banque XXX a constaté un montant total de provisions de 28 084,300 mDT et des provisions collectives pour les engagements des classes 0 et 1 de 11 266,823 mDT. Le tableau suivant présente les provisions constatées pour chaque classe de risque. Ce tableau est calculé à travers les données de l'annexe 1.

Tableau 4: Les provisions de la banque XXX à fin 2021 en mDT

Secteur	Total des engagements bilan au 31/12/2021	Total des engagements HB au 31/12/2021	Total des engagements Brut au 31/12/2021	Somme de Garanties	Sommes de Agios Réservés	Somme de Provisions	Somme de Provisions Collectives
Classe0	793655,610	77852,483	871508,092	200213,614			10893,851
Agriculture	27641,241	0,000	27641,241	8460,000			345,516
Autres Services	72825,812	11891,125	84716,937	21120,603			1058,962
Commerce	220060,440	28096,888	248157,342	59218,257			3101,967
Construction, (BTP)	7848,571	7190,453	15039,024	3139,428			187,988
Industrie	8607,559	0,000	8607,599	0,000			107,594
Industrie	419299,000	30674,070	449973,118	93326,178			5624,664
Promotion immobilière	35686,204	0,000	35686,200	14274,482			446,078
Tourisme	1686,667	0,000	1686,667	674,667			21,083
Classe1	29837,721	0,000	29837,721	6625,480	407,767		372,972
Agriculture	8795,462	0,000	8795,462	3518,185	120,102		109,943
Autres Services	1331,304	0,000	1331,304	0,000	18,208		16,641
Commerce	14918,538	0,000	14918,538	1190,328	203,987		186,482
Construction, (BTP)	50,002	0,000	50,002	20,001	0,684		0,625
Industrie	4742,416	0,000	4742,416	1896,966	64,786		59,280
Classe2	23277,650	0,000	23277,650	5821,100	636,517	3364,007	
Autres Services	2000,000	0,000	2000,000	800,000	54,707	229,059	
Commerce	5658,942	0,000	5658,942	1816,373	15,598	737,594	
Industrie	15372,887	0,000	15372,887	3106,399	420,500	2369,198	
Promotion immobilière	245,821	0,000	245,821	98,328	6,713	28,156	
Classe3	49914,833	0,000	49914,833	8209,930	2425,940	19639,481	
Commerce	2770,217	0,000	2770,217	1108,087	169,206	746,462	
Industrie	47144,616	0,000	47144,616	7101,844	2256,734	18893,019	
Classe4	8527,145	0,000	8527,145	2663,967	782,365	5080,812	
Autres Services	2969,565	0,000	2969,565	1187,826	326,652	1455,087	
Commerce	1263,435	0,000	1263,435	505,374	103,544	654,517	
Industrie	2692,481	0,000	2692,481	330,102	220,945	2141,434	
Tourisme	1601,664	0,000	1601,664	640,666	131,224	829,774	
Total Général	905212,959	77852,483	983065,441	223534,091	4252,589	28084,300	11266,823

- Les engagements bruts = Engagement bilan + Engagement hors bilan
- Garanties Déductibles= les engagements du bilan (ct/mt/lt/leasing)\*40%
- Les agios Réservés =

Pour classe1 = Engagement bilan \*TIE \* 2/12

Pour classe2 = Engagement bilan \*TIE \* 4/12

Pour classe3 = Engagement bilan \*TIE \* 7/12

Pour classe4 = Engagement bilan \*TIE \* 12/12

- Les provisions collectives

Les engagements brut (classe0+1) \* 1.25%

## 2) Calcul des pertes de crédit attendues (ECL) selon la norme IFRS 9

Dans la continuation de cette analyse, nous procéderons au calcul de la perte de crédit attendue de la banque XXX à la fin de l'année 2021. Ce calcul prendra en compte divers scénarios et hypothèses influençant les paramètres qui composent l'ECL. Nous commencerons par présenter ces paramètres, avant de passer à l'estimation de l'ECL. La perte de crédit attendue conformément à la norme IFRS 9 a été déterminée en utilisant trois paramètres clés : la probabilité de défaut , l'exposition au moment du défaut et la perte en cas de défaut. Après avoir effectué ces calculs, des scénarios de choc ont été appliqués pour évaluer l'impact de différentes situations sur ces paramètres.

### 2.1) La probabilité de défaut

Le paramètre le plus complexe à estimer dans le calcul de la perte attendue est la probabilité de défaut. Pour calibrer les PD, il est nécessaire de prendre en compte des paramètres macroéconomiques de manière prospective. Cela implique l'intégration de facteurs tels que le taux de chômage, le taux d'inflation, ou encore le taux de croissance du PIB.

Ce paramètre peut être calculé selon deux méthodes :

***Première méthode : en présence d'un système de notation interne et d'un système de scoring :***

La probabilité de défaut peut être déterminée grâce à un système de notation interne pour les sociétés et les professionnels, et un système de scoring pour les particuliers, lesquels doivent être à la fois performants et efficaces. La Banque Centrale de Tunisie (BCT) a souligné dans l'article 25 de la circulaire 2006-19 que les comités de risque de crédit des banques et



établissements financiers doivent élaborer un tel système de notation et en assurer la révision constante. De plus, il est impératif que l'organe de direction surveille en continu l'efficacité et le bon fonctionnement de ce système.

En outre, la circulaire 2016-06, dans son article 2, définit les principes inspirés du cadre bâlois pour la conception, la structure, la mise à jour, l'utilisation et le contrôle du système de notation. Ces principes constituent des exigences minimales que les banques et établissements financiers doivent respecter pour attribuer une note à chaque contrepartie.

Cependant, malgré ces directives de la BCT, de nombreuses banques et établissements financiers rencontrent des difficultés à mettre en place un système de notation efficace. Plusieurs d'entre eux utilisent la notation principalement pour aider à la prise de décision dans l'octroi de crédits et dans la politique de tarification. Or, pour calculer correctement la probabilité de défaut, le système de notation doit non seulement être performant, mais aussi respecter les règles édictées par Bâle II.

Face à ces défis, une seconde méthode plus simple de calcul de la probabilité de défaut peut être envisagée, à savoir l'utilisation d'une matrice de migration.

***Deuxième méthode : en absence d'un système de notation interne et d'un système de scoring :***

En l'absence d'un système de notation interne et d'un système de scoring capable de générer des probabilités de défaut, les banques et les établissements financiers ont la possibilité de déterminer la PD en se basant sur les taux moyens de défaut observés sur une période minimale de 5 ans.

Les taux moyens de défaut sont calculés en utilisant les matrices de migration des engagements sains (classes 0 et 1) d'une année N-1 vers les engagements classés (classes 2, 3, 4, 5) à l'année N, en se basant soit sur le nombre de relations, soit sur le montant total des engagements.

Dans le cas de la banque XXX, qui ne dispose pas d'un système de notation interne capable de générer des probabilités de défaut, la deuxième méthode sera utilisée. Cette méthode se fondera sur la matrice de migration sur une période de 7 ans, allant de 2015 à 2021, en se basant sur le nombre de relations pour déterminer les taux moyens de défaut.

Avant d'entamer le calcul, des ajustements ont été effectués sur les documents fournis par la banque, en particulier sur l'annexe des matrices de transition trimestrielles indiquant le nombre par secteur d'activité pour la période 2015-2021. La procédure a consisté à calculer les matrices

de migration trimestrielles en pourcentage pour chaque secteur de 2015 à 2021, puis à déterminer la moyenne de ces matrices pour obtenir des matrices annuelles.

Les classes 2, 3 et 4 ont été regroupées en une seule classe intitulée "défaillant", notée "D". De plus, les engagements ont été classés en huit secteurs distincts : agriculture, commerce, industrie, secteur public, services, tourisme, construction et particuliers.

Ensuite, pour chaque année et chaque secteur d'activité, une matrice de migration a été calculée. Les matrices de chaque secteur ont été agrégées pour obtenir des matrices de migration pour les sept années, exprimées en nombre de relations et en pourcentage. Cela a permis de déterminer les taux de défaut, qui représentent la proportion des engagements classés en stade 0 et 1 pendant l'année N-1, devenus classe D pendant l'année N. Ces taux sont essentiels pour le calcul de la PD.

Les tableaux ci-dessous récapitulent les matrices sur 7 ans et par trimestre pour chaque secteur en pourcentage. A titre d'exemple prenant le secteur d'agriculture :

- Ces matrices se poursuivent jusqu'en 2021, couvrant chaque trimestre.

Tableau 5: Matrice de migration pour le secteur agriculture 2015

Agriculture	C0	C1	D
C0	62.5%	7.8%	2.6%
C1	17.2%	2.3%	80.5%
D	13.3%	1.9%	84.8%

Tableau 6: Matrice de migration pour le secteur agriculture T1 2016

Agriculture	C0	C1	D
C0	67.7%	8.5%	23.7%
C1	25.4%	3.0%	71.5%
D	13.2%	1.4%	85.4%

Tableau 7: Matrice de migration pour le secteur agriculture T2 2016

Agriculture	C0	C1	D
C0	67.0%	9.0%	24.0%
C1	23.8%	2.9%	73.3%
D	14.1%	1.6%	84.3%

Tableau 8: Matrice de migration pour le secteur agriculture T3 2016

Agriculture	C0	C1	D
C0	66.0%	8.3%	25.7%
C1	20.9%	2.8%	76.3%
D	15.2%	2.1%	82.7%

Tableau 9:Matrice de migration pour le secteur agriculture T4 2016

Agriculture	C0	C1	D
C0	66.6%	9.9%	23.6
C1	24.3	3.3%	72.4%
D	26.5%	3.6%	69.9%

Tableau 10:Matrice de migration pour le secteur agriculture T1 2017

Agriculture	C0	C1	D
C0	66.2%	8.4%	25.4%
C1	41.3%	4.9%	53.8%
D	29.6%	3.2%	67.2%

Ces matrices de migration constituent le point de départ pour le calcul de la PD. Nous utilisons des méthodes de calcul matriciel, il est possible de déterminer les PD cumulatives sur une période de sept ans. À partir de ces PD cumulatives, on peut ensuite calculer les PD marginales annuelles pour la même période.

Concernant l'année 2021, les PD cumulatives sont dérivées des matrices de migration finales. Par exemple, dans le secteur agricole, pour le stage 1, la PD cumulée en 2021 s'élève à 6.137%, tandis que pour le stage 2, elle est de 28.290%. Ces chiffres représentent la probabilité totale de défaut pour l'année 2021, en tenant compte des différents stades de défaut. Ils jouent un rôle clé dans le calcul de l' ECL pour cette année.

La probabilité de défaut cumulée pour l'année  $(N + t)$  indique le risque qu'un client devienne défaillant sur l'ensemble de la période, commençant l'année suivant  $N$  et se prolongeant jusqu'à l'année  $N + t$ . En revanche, la probabilité de défaut marginale pour l'année  $(N + t)$  reflète le

risque de défaillance d'un client uniquement pendant l'année N + t. Cette probabilité est déterminée en utilisant la formule suivante :

$$PDm = \frac{PDc(N) - PDc(N-1)}{1 - PDc(N-1)}$$

Avec :

PDm : La probabilité de défaut marginale de l'année N.

PDc : La probabilité de défaut cumulée.

Suite à ces calculs, on obtient finalement les probabilités de défaut qui seront utilisées dans la formule de calcul de la perte attendue pour chaque secteur. Voici les résultats obtenus :

Tableau 11: Les PD du secteur agriculture

Secteur d'activité	Bucket	2021	2022	2023	2024	2025
Agriculture	B1	6,137%	8,433%	9,041%	9,216%	9,267%
Agriculture	B2	28,290%	22,168%	15462,000%	11,529%	10,000%

Tableau 12: Les PD du secteur Commerce

Secteur d'activité	Bucket	2021	2022	2023	2024	2025
Commerce	B1	7,31%	10,83%	11%	11,14%	11%
Commerce	B2	39,55%	18,18%	12%	11,21%	11%

Tableau 13: Les PD du secteur Construction, bâtiment et travaux publics (BTP)

Secteur d'activité	Bucket	2021	2022	2023	2024	2025
BTP	B1	7,77%	9,74%	10,29%	10,45%	10,50%
BTP	B2	20,72%	15,07%	12,15%	11,05%	10,69%

Tableau 14: : Les PD du secteur Industrie

Secteur d'activité	Bucket	2021	2022	2023	2024	2025
Industrie	B1	6,82%	8,96%	9,31%	9,37%	9,38%
Industrie	B2	26,75%	14,95%	10,53%	9,59%	9,42%

Tableau 15: Les PD du secteur Promotion Immobilière

Secteur d'activité	Bucket	2021	2022	2023	2024	2025
Promotion Immobilière	B1	4,21%	3,99%	3,84%	3,74%	3,68%
Promotion Immobilière	B2	2,50%	2,91%	3,16%	3,31%	3,41%

Tableau 16 : Les PD du secteur Services

Secteur d'activité	Bucket	2021	2022	2023	2024	2025
Services	B1	5,50%	7,53%	7,70%	7,72%	7,72%
Services	B2	36,50%	14,55%	8,43%	7,78%	7,72%

Tableau 17: Les PD du secteur Tourisme

Secteur d'activité	Bucket	2021	2022	2023	2024	2025
Tourisme	B1	8842%	7,49%	7,70%	7,71%	7,72%
Tourisme	B2	31,24%	15,72%	8,58%	7,79%	7,72%

Pour les engagements classés dans le stage 3, étant donné qu'ils sont déjà en défaut, leur PD est constamment de 100%. Toutefois, dans notre étude, nous partons sur une hypothèse de choc où les PD augmenteront de 5% à partir de 2022.

## 2.2) Exposition au défaut (EAD)

Pour respecter les exigences de confidentialité, l'analyse a été réalisée sur un échantillon représentatif, couvrant plus de 30% de l'ensemble des engagements de la banque en question. L'Exposition au Défaut selon la norme IFRS 9 est calculée en additionnant les engagements du bilan et une proportion spécifiée des engagements hors bilan, conformément à la formule suivante :

$$\text{EAD} = \text{Engagement Bilan} + \text{FCC} \times \text{Engagement Hors bilan}$$

### Pour les engagements Bilan :

On va retenir tous les engagements du bilan

### Pour les engagements Hors Bilan :

Dans une première hypothèse, on retient un FCC de 50% pour les EPS, et un FCC de 70% pour les CNND et les ANU. Dans une deuxième hypothèse, en cas de choc, on opte pour un FCC de 80% pour convertir les engagements hors bilan dans le calcul de l'EAD.

Tableau 18: % Facteur de Conversion des Créances

	Scénario central	Scénario choqué
Les engagements HB	<b>FCC</b>	<b>FCC</b>
Les crédits notifiés non débloqué	70%	80%
Les autorisations non utilisées	70%	80%
Les engagements par signature	50%	80%

Les engagements du bilan et hors bilan sont classifiés uniquement selon le délai d'impayé , comme suit :

- Stage1 : Les engagements sont classés en stage 1 lorsque le délai des impayés ne dépasse pas 30 jours. Conformément à la circulaire 91-24, cela correspond aux impayés classifiés dans les classes 0 et 1.
- Stage 2 : Sont classés en stage 1 les engagements dont le délai des impayés est compris entre 30jours et 90 jours et qui, selon la circulaire 91-24, correspondent aux impayés classés dans la classe 1.
- Stage 3 : Sont classés en stage 3 les engagements dont le délai des dépassent 90 jours et qui, selon la circulaire 91-24, correspondent aux impayés classés dans les classes 2,3 et 4

#### ❖ STAGE 1

Tableau 19: EAD/ STAGE1

	Scénario central	Scénario choc (FFC = 80%)
<b>Segment</b>	<b>EAD</b>	<b>EAD</b>
Agriculture	27986,00611	27986,00611
Commerce	246301,62	254730,6817
Construction, (BTP)	11443,80	13600,9334
Industrie	448478,09	455895,5508
Promotion immobilière	35686,20	35686,204
Services	80302,68	83670,01542
Tourisme	1686,67	1686,667
Total	<b>851885,06</b>	<b>873256,0584</b>

Source : Auteur

## ❖ STAGE 2

Tableau 20 : EAD/STAGE2

<b>Segment</b>	<b>EAD</b>
Agriculture	8450,697
Commerce	2725,82
Construction, (BTP)	50,00
Industrie	1292,74
Promotion immobilière	0,00
Services	0,00
Tourisme	0,00
<b>Total</b>	<b>12519,3</b>

Source : Auteur

## ❖ STAGE 3

Tableau 21 : EAD/STAGE3

<b>Segment</b>	<b>EAD</b>
Agriculture	0
Commerce	9692,59
Construction, (BTP)	0,00
Industrie	65209,98
Promotion immobilière	245,82
Services	4969,57
Tourisme	1601,66
<b>Total</b>	<b>81719,6</b>

Source : Auteur

## Maturité attendue

Le délai maximal pour évaluer les pertes de crédit attendues est la durée contractuelle maximale durant laquelle l'entité est sujette au risque de crédit. Pour les engagements bilan, la maturité résiduelle à considérer dans cette simulation est celle contractuellement définie. Comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau 22: Maturité par type de concours

Type de concours	Maturité
Les crédits notifiés non utilisés	1
Les autorisations non utilisées	1
Les engagements par signature	1
Crédit Court Terme	2
Escompte	1
Crédit Moyen Terme	3
Crédit long Terme	4
Découvert	1
Leasing	3
Factoring	1

Source : Auteur

### Le taux d'actualisation

Taux d'actualisation : Pour cette simulation, le taux d'actualisation utilisé est le taux d'intérêt effectif de chaque créance. Si les données ne sont pas disponibles, on peut choisir le Taux Effectif Global (TEG) pour chaque type de crédit, ou à défaut, utiliser le taux nominal par crédit.

#### 2.3) Calcul de la perte de crédit attendue

Après avoir estimé tous les paramètres, on procède au calcul de la perte attendue. On suppose que les remboursements sont effectués de manière linéaire, avec des échéances annuelles. Cela est uniquement applicable pour les maturités résiduelles de 3 ou 4 ans pour les engagements classés en stage 1 et stage 2, et concernant un LGD de 45% dans le scénario central et de 55% dans le scénario de choc (voir annexe 2).



❖ STAGE 1

Tableau 23 : ECL/ STAGE 1

		Scénario central	Scénario choc (LGD 55%)	Scénario choc (FFC- 80%)	Scénario choqué(Augmentation de la PD de 5%)
Segment	EAD	ECL	ECL	ECL	ECL
Agriculture	27986,0061	981,5687665	1199,70	981,57	1030,65
Commerce	246301,62	11062,66929	13521,04	11442,17	11615,80
Construction, (BTP)	11443,80	463,6290775	566,66	551,02	486,81
Industrie	448478,09	16688,57964	20397,15	16964,92	17523,01
Promotion immobilière	35686,20	591,4518125	722,89	591,45	621,02
Services	80302,68	2509,102645	3066,68	2614,54	2634,56
Tourisme	1686,67	52,53715234	64,21	52,54	55,16
Total	<b>851885</b>	<b>32349,54</b>	<b>39538,32</b>	<b>33198,2</b>	<b>33967,02</b>

Source : Auteur

Pour les engagements de stage 1, l'ECL est calculée sur 12 mois, et comme le premier remboursement ne s'effectue qu'à la fin de l'année 2021 donc le calcul de l'ECL de ces engagements sera comme suit :

$$\text{ECL} = \text{ECL-Hors Bilan stage 1} + \text{ECL Bilan stage 1}$$

Avec :

$$\text{ECL Bilan} = \frac{\text{EAD}_{2021} \times \text{PD}_{2022} \times \text{LGD}}{(1 + \text{TIE})^1}$$

$$\text{ECL-Hors bilan} = \frac{(\text{EHB} \times \text{FCC}) \times \text{PD}_{2022} \times \text{LGD}}{(1 + \text{TIE})^1}$$

## ❖ STAGE 2

Tableau 24: ECL/STAGE 2

		Scénario central	Scénario choc (LGD 55%)	Scénario choqué(Augmentation de la PD de 5%)
Segment	EAD	ECL	ECL	ECL
Agriculture	8450,697	1229,436669	1502,64	1290,91
Commerce	2725,82	315,2688661	385,33	331,03
Construction, (BTP)	50,00	4,300969001	5,26	4,52
Industrie	1292,74	106,500587	130,17	111,83
Promotion immobilière	0,00	0	0,00	0,00
Services	0,00	0	0,00	0,00
Tourisme	0,00	0	0,00	0,00
Total	<b>12519,3</b>	<b>1655,507</b>	<b>2023,398</b>	<b>1738,282</b>

Source : Auteur

Pour les engagements en stage 2, l'Estimation de l'ECL est calculée sur toute la durée de vie résiduelle en utilisant la formule suivante :

### ➤ Maturité 2ans

$$= \frac{EAD_{2021} \times PD_{2022} \times LGD}{(1+TIE)^1} + \frac{EAD_{2021} \times \left(\frac{1}{2}\right) \times PD_{2023} \times LGD}{(1+TIE)^2}$$

### ➤ Maturité 3ans

$$= \frac{EAD_{2021} \times PD_{2022} \times LGD}{(1+TIE)^1} + \frac{EAD_{2023} \times \left(\frac{2}{3}\right) \times PD_{2023} \times LGD}{(1+TIE)^2} + \frac{EAD_{2021} \times \left(\frac{1}{3}\right) \times PD_{2024} \times LGD}{(1+TIE)^3}$$

❖ **STAGE 3**

Tableau 25 : ECL/ STAGE 3

		Scénario central	Scénario choc (LGD 55%)
Segment	EAD	ECL	ECL
Agriculture	0	0	0,00
Commerce	9692,59	4361,667313	5330,93
Construction, (BTP)	0,00	0	0,00
Industrie	65209,98	29344,4928	35865,49
Promotion immobilière	245,82	110,61945	135,20
Services	4969,57	2236,30425	2733,26
Tourisme	1601,66	720,7488	880,92
Total	<b>81719,6</b>	<b>36773,83</b>	<b>44945,8</b>

Source : Auteur

Pour les engagements en stage 3, l'Estimation de l'ECL est calculée sur toute la durée de vie résiduelle, sans amortissement de l'exposition au défaut , de la manière suivante :

$$\mathbf{ECL = EAD \times LGD \times PD (100\%)}$$

Le scénario envisagé inclut les chocs suivants :

- ✓ FCC de 80%
- ✓ LGD de 55%
- ✓ PD : une augmentation de 5% à partir de 2022

Tableau 26: ECL 2021 (S1,S2 et S3 )

Secteur	ECL 2021			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Agriculture	981,5688	1229,437	0	2211,005
Commerce	11062,67	315,2689	4361,667	15739,61
Construction, (BTP)	463,6291	4,300969	0	467,93
Industrie	16688,58	106,5006	29344,49	46139,57
Promotion immobilière	591,4518	0	110,6195	702,0713
Services	2509,103	0	2236,304	4745,407
Tourisme	52,53715	0	720,7488	773,286
Total	32349,54	1655,507	36773,83	<b>70779</b>
En % de l'ECL Totale	45,71%	2,34%	51,96%	100%

Source : Auteur

## Analyse

On remarque que les pertes attendues les plus importantes proviennent des secteurs de l'industrie et du commerce. Ce résultat est prévisible étant donné qu'ils représentent respectivement 65% et 22% des engagements totaux de la banque. De plus, ces secteurs se distinguent par des probabilités de Défaut relativement plus élevées par rapport aux autres secteurs. En revanche, les secteurs de la 'Promotion immobilière', 'Construction et BTP', et 'Tourisme' affichent les pertes attendues les plus faibles, malgré une PD élevée pour les deux derniers. Cette situation est due à la faible implication de la banque dans ces secteurs.

Nous constatons également que, bien que l'EAD du stage 2 (12 519,3 mDT) soit nettement inférieure à celle du stage 1 (851 885,06 mDT), l'Estimation de l'ECL pour le stage 2 dépasse celle du stage 1. Cela s'explique par une PD plus élevée à maturité pour le stage 2, comparée à la PD à 12 mois pour le stage 1. De plus, l'ECL du stage 1 est calculée seulement sur 12 mois, tandis que l'ECL du stage 2 prend en compte une maturité résiduelle de 3 ans.

### 3) Analyse Comparative des Méthodologies de Provisions : Référentiels Tunisien vs IFRS 9

Cette partie compare les provisions enregistrées par la banque XXX et les pertes attendues conformément à la norme IFRS 9 dans les deux scénarios.

### 3.1) Scénario Central sans Contagion

Dans le scénario de base, les provisions calculées selon la circulaire 91-24 excèdent l'Estimation l'ECL de -27175 mDT. La répartition de cet écart entre les différents stages est la suivante :

Tableau 27 : Scénario Central sans Contagion

			Réglementation locale			IFRS9			Ecart
Créances courantes/S1+S2			PC	11266,8227	11674,8227	ECL-S1	32349,5384	34005	-22330
			AR	408		ECL-S2	1656		
Créances classées/S3			PI	28084	31929	ECL-S3	36773,8326	36773,8326	-
			AR	3845					4844,83262
Total Couverture/ECL					43603,8227			70778,8781	-27175

Source : Auteur

Il s'agit une différences significatives entre réglementation locale et IFRS 9:

Pour les créances courantes (S1+S2), l'écart entre la provision calculée selon la réglementation locale, qui s'élève à 11 674,82, et l'Estimation de l'ECL selon les normes IFRS 9, qui est de 34 005,05, est particulièrement marqué, représentant une différence de -22 330,22. Cela traduit une augmentation de 191,27 % de la provision selon IFRS 9 en comparaison avec celle de la réglementation locale.

Pour les créances classées (S3), la différence est moins prononcée mais reste notable : la provision locale est de 31929.00 contre 36773.83 pour l'ECL IFRS 9, avec un écart de -4844.83. Cela représente une augmentation de 15.17% sous IFRS 9.

### 3.2) Scénario choqué/ LGD=55%

Le tableau ci-dessous illustre les différences entre les provisions selon les normes tunisiennes et l'ECL pour le scénario choqué :

Tableau 28: Scénario choqué/ LGD=55%

			Réglementation locale		IFRS9			Ecart
Créances courantes/S1+S2			PC	11266,8227	11674,8227	ECL-S1	39538,3247	-29887
			AR	408		ECL-S2	2023	
Créances classées/S3			PI	28084	31929	ECL-S3	44945,7954	-
			AR	3845			44945,7954	13016,7954
Total Couverture/ECL					43603,8227		86507,5177	-42904

Source : Auteur

La différence entre les deux approches de calcul des provisions augmente considérablement dans ce scénario, en particulier pour les créances courantes/S1+S2. Cela suggère une sensibilité élevée du calcul de l'ECL à la variation du LGD. Le scénario "Choqué/LGD=55%" est probablement considéré comme le plus significatif car il reflète une situation où la banque anticipe une détérioration notable de la qualité de ses actifs de crédit. Une augmentation du LGD à ce niveau suggère une vision plus pessimiste de la récupération en cas de défaut, ce qui peut être le résultat de conditions économiques difficiles ou d'une évaluation plus prudente des risques de crédit. Ce scénario pourrait donc avoir un impact substantiel sur la santé financière de la banque, nécessitant une augmentation significative des provisions pour pertes sur prêts, ce qui affecte directement la rentabilité et la capitalisation de la banque.

### 3.3) Scénario Choqué/FCC=80%

Tableau 29 : Scénario choqué/FCC= 80%

			Réglementation locale		IFRS9			Ecart
Créances courantes/S1+S2			PC	11266,8227	11674,8227	ECL-S1	33198,2041	-23179
			AR	408		ECL-S2	1656	
Créances classées/S3			PI	28084	31929	ECL-S3	36773,8326	-
			AR	3845			36773,8326	4844,83262
Total Couverture/ECL							71627,5438	-28024

Source : Auteur

La différence entre les deux approches de calcul des provisions a connu une petite variation par rapport au scénario central, passant de -27 175 mDT à -28 024 mDT, en particulier pour les créances courantes/S1+S2.

**Créances Courantes (S1+S2):** L'écart est de -23178.89, avec une augmentation de 198.54% sous IFRS 9.

**Créances Classées (S3):** L'écart reste similaire à celui du scénario central (-4844.83), avec une augmentation de 15.17%

**Impact Majeur sur les Créances Courantes:** L'augmentation du FCC à 80% conduit à une hausse significative des provisions, particulièrement pour les créances courantes.

**Impact Modéré sur les Créances Classées:** Comme dans le scénario central, l'impact sur les créances classées reste modéré.

3.4) Scénario choqué/Augmentation de la PD de 5% à partir de 2022  
Tableau 30: Scénario choqué / augmentation de la PD de 5%

			Réglementation locale			IFRS9			Ecart
Créances courantes/S1+S2			PC	11266,8227	11674,8227	ECL-S1	33967,0153	35705	-24030
			AR	408		ECL-S2	1738		
Créances classées/S3			PI	28084	31929	ECL-S3	36773,8326	36773,8326	-4844,83262
			AR	3845					
Total Couverture/ECL					43603,8227			72479,1304	-28875

Source : Auteur

Cette variation est également susceptible de montrer une augmentation significative de l'ECL sous IFRS 9, reflétant la sensibilité de l'ECL à l'augmentation de la probabilité de défaut.

**Créances Courantes (S1+S2):** L'écart est de -24030.48, avec une augmentation de 205.83% sous IFRS 9.

**Créances Classées (S3):**

- **Augmentation Substantielle pour les Créances Courantes:** L'augmentation de la probabilité de défaut de 5% a un impact important sur les provisions pour les créances courantes, indiquant une sensibilité élevée de l'ECL à ce paramètre.
- **Impact Constant sur les Créances Classées:** L'impact sur les créances classées reste constant, ce qui peut indiquer que pour ces créances, la probabilité de défaut était déjà intégrée de manière significative dans les calculs de la réglementation locale.

### 3.5) Comparaison avec d'autres scénarios :

Par rapport aux autres scénarios que vous avez mentionnés (scénario central sans contagion, augmentation de la probabilité de défaut de 5%, FCC à 80%), le scénario "Choqué/LGD=55%" pourrait représenter une situation plus extrême ou plus défavorable, d'où son importance significative dans l'analyse de l'impact de l'IFRS 9.

⇒ **La Différence la plus importante :** Le scénario avec l'augmentation du LGD à 55% montre la plus grande différence dans les calculs de couverture/ECL, indiquant une forte réaction de l'ECL aux changements dans les paramètres de perte en cas de défaut.

Le scénario le plus significatif est celui où le LGD atteint 55%, car il démontre clairement l'importance des variations des pertes attendues pour la gestion des risques de crédit dans le secteur bancaire.

La raison pour laquelle le scénario choqué avec l'augmentation du LGD à 55% est considéré comme le plus significatif peut être expliquée par **plusieurs facteurs clés :**

- **Sensibilité élevée du calcul de l'ECL à la variation du LGD :**

LGD est un paramètre crucial dans le calcul de l'ECL sous IFRS 9. Il représente la perte estimée en cas de défaut d'un emprunteur.

Une augmentation significative du LGD, comme dans le scénario choqué à 55%, entraîne une hausse proportionnelle de l'ECL. Cela reflète une augmentation des pertes potentielles que la banque s'attend à subir en cas de défaut.

La grande sensibilité de l'ECL à cette variation indique que même des changements relativement modestes dans les estimations de pertes en cas de défaut peuvent avoir un impact considérable sur les provisions requises.

- **Impact sur la gestion des risques et la capitalisation :**



Une provision plus élevée pour les pertes de crédit signifie que la banque doit mettre de côté plus de capitaux pour couvrir les pertes potentielles. Cela affecte directement la liquidité et la capitalisation de la banque. Dans un scénario où le LGD augmente de manière significative, les banques doivent être plus prudentes dans leur gestion des risques, car elles s'exposent à des pertes potentiellement plus élevées.

- **Comparaison avec la réglementation locale :**

La différence marquée entre les calculs de couverture/ECL selon la réglementation locale et la norme IFRS dans ce scénario souligne la nature plus dynamique et sensible au marché de l'approche IFRS 9. Cela met en évidence comment l'adoption d'IFRS 9 peut conduire à une meilleure évaluation des risques et à une plus grande transparence dans les états financiers des banques.

- **Implications pour la prise de décision stratégique :**

Ce scénario met en lumière l'importance d'une évaluation précise des pertes en cas de défaut pour la prise de décisions stratégiques en matière de crédit et de portefeuille. Il encourage les banques à affiner leurs modèles de risque de crédit et à considérer attentivement les implications de scénarios de marché défavorables.

En résumé, le scénario choqué avec l'augmentation du LGD à 55% est le plus significatif car il montre de manière frappante la réactivité de l'ECL à des changements clés dans les paramètres de risque de crédit. Cette réactivité a des implications profondes pour la gestion des risques, la capitalisation, et la stratégie globale des banques dans le contexte de la norme IFRS 9.

#### 4) Calcul d'impact des normes IFRS 9 sur les ratios prudentiels de la banque

Analyse des résultats et impact de l'ECL sur les fonds propres comptables et prudentiels, et les ratios de solvabilité de la banque

$$\text{Ratio de solvabilité} = \frac{\text{Fonds Propres Nets}}{\text{Risques Encourus}}$$

Avec :

Fonds Propres Nets = Fonds Propres Nets de Base + Fonds Propres Complémentaires

##### 4.1) Scénario Central sans contagion

#### Impact de l'adoption de l'IFRS 9 sur les ratios de solvabilité de la banque

Tableau 31: Scénario Central sans contagion

Rubrique	Déc-21
Fonds Propres Nets de Base	139
Fonds Propres Complémentaires	15
Dont Provisions Collectives	11
Fonds Propres Nets	154
Risques Encourus	1155
Ratio de Solvabilité (%)	13,3
RatioTier 1	12

Source : Auteur

Tableau 32:l'impact de scénario central sur les ratios de solvabilité

Rubrique	Sans Lissage	Lissage sur 3 ans	Lissage sur 5 ans
Fonds Propres Nets de Base ( Réglementation locale)	139	139	139
Impact IFRS 9	-19	-6	-4
Fonds Propres Nets de Base ( Avec Adoption IFRS9 )	120	133	135
Fonds Propres Complémentaires (Réglementation locale)	15	15	15
Dont Provisions Collectives	11	11	11
Annulation des Provisions Collectives	-11	-11	-11
Fonds Propres Complémentaires ( Avec Adoption IFRS9 )	4	4	4
Fonds Propres Nets ( Avec Adoption IFRS9 )	123	136	139
Risques Encourus (Réglementation locale)	1155	1155	1155
Impact IFRS 9	-19	-19	-19
Risques Encourus ( Avec Adoption IFRS9 )	1136	1136	1136
Ratio de Solvabilité (%)	10,9	12	12,2
RatioTier 1	10,5	11,7	11,9

- **Hypothèse** : Ce scénario représente probablement une situation de base où les conditions économiques restent stables sans crises majeures.

- **Impact IFRS 9** : L'adoption de l'IFRS 9 dans ce scénario pourrait entraîner une augmentation des provisions pour pertes de crédit attendues, car cette norme exige la reconnaissance plus précoce des pertes de crédit attendues.
- **Interprétation** : Les ratios de solvabilité pourraient légèrement diminuer en raison de l'augmentation des provisions. Cependant, l'impact serait probablement modéré en raison de l'absence de chocs externes.

#### 4.2) Scénario Choqué/LGD=55%

Tableau 33: Scénario Choqué/LGD=55%

Rubrique	Déc-21
Fonds Propres Nets de Base	139
Fonds Propres Complémentaires	15
Dont Provisions Collectives	11
Fonds Propres Nets	154
Risques Encourus	1155
Ratio de Solvabilité (%)	13,3
RatioTier 1	12

Source : Auteur

Tableau 34:l'impact de scénario choqué LGD=55 % sur les ratios de solvabilité

Rubrique	Sans Lissage	Lissage sur 3 ans	Lissage sur 5 ans
Fonds Propres Nets de Base ( Réglementation locale)	139	139	139
Impact IFRS 9	-43	-14	-9
Fonds Propres Nets de Base ( Avec Adoption IFRS9 )	96	125	130
Fonds Propres Complémentaires (Réglementation locale)	15	15	15
Dont Provisions Collectives	11	11	11
Annulation des Provisions Collectives	-11	-11	-11
Fonds Propres Complémentaires ( Avec Adoption IFRS9 )	4	4	4
Fonds Propres Nets ( Avec Adoption IFRS9 )	100	129	134
Risques Encourus (Réglementation locale)	1155	1155	1155
Impact IFRS 9	-43	-43	-43
Risques Encourus ( Avec Adoption IFRS9 )	1112	1112	1112
Ratio de Solvabilité (%)	9	11,5	12,1
RatioTier 1	8,6	11,2	11,7

- **Hypothèse** : Ce scénario envisage une augmentation du LGD à 55%, suggérant une perte plus élevée en cas de défaut.
- **Impact IFRS 9** : Avec un LGD plus élevé, l'IFRS 9 entraînerait une augmentation significative des provisions pour pertes de crédit.
- **Interprétation** : Ce scénario pourrait entraîner une diminution plus prononcée des ratios de solvabilité en raison de la nécessité de provisionner davantage pour couvrir les pertes potentielles plus élevées.

#### 4.3) Scénario Choqué/FCC=80%

Tableau 35: Scénario Choqué/FCC=80%

Rubrique	Déc-21
Fonds Propres Nets de Base	139
Fonds Propres Complémentaires	15
Dont Provisions Collectives	11
Fonds Propres Nets	154
Risques Encourus	1155
Ratio de Solvabilité (%)	13,3
RatioTier 1	12

Source : Auteur

Tableau 36: l'impact de scénario choqué FCC= 80% sur les ratios de solvabilité

Rubrique	Sans Lissage	Lissage sur 3 ans	Lissage sur 5 ans
Fonds Propres Nets de Base ( Réglementation locale)	139	139	139
Impact IFRS 9	-28	-9	-6
Fonds Propres Nets de Base ( Avec Adoption IFRS9 )	111	130	133
Fonds Propres Complémentaires (Réglementation locale)	15	15	15
Dont Provisions Collectives	11	11	11
Annulation des Provisions Collectives	-11	-11	-11
Fonds Propres Complémentaires ( Avec Adoption IFRS9 )	4	4	4
Fonds Propres Nets ( Avec Adoption IFRS9 )	115	133	137
Risques Encourus (Réglementation locale)	1155	1155	1155
Impact IFRS 9	-28	-28	-28
Risques Encourus ( Avec Adoption IFRS9 )	1127	1127	1127
Ratio de Solvabilité (%)	10,2	11,8	12,2
RatioTier 1	9,8	11,5	11,8

- **Hypothèse** : Ce scénario pourrait impliquer un changement dans le (FCC) à 80%, affectant l'exposition au risque.
- **Impact IFRS 9** : Une augmentation du FCC signifie une exposition accrue aux actifs risqués, nécessitant des provisions plus élevées.
- **Interprétation** : Les ratios de solvabilité pourraient être impactés négativement, car la banque devra augmenter ses provisions pour couvrir l'exposition accrue.

#### 4.4) Scénario Choqué/Augmentation de la PD de 5% à partir de 2022

Tableau 37: Scénario Choqué/Augmentation de la PD de 5% à partir de 2022

Rubrique	Déc-21
Fonds Propres Nets de Base	139
Fonds Propres Complémentaires	15
Dont Provisions Collectives	11
Fonds Propres Nets	154
Risques Encourus	1155
Ratio de Solvabilité (%)	13,3
Ratio Tier 1	12

Source : Auteur

Tableau 38l'impact de scénario choqué( Augmentation de PD) sur les ratios de solvabilité

Rubrique	Sans Lissage	Lissage sur 3 ans	Lissage sur 5 ans
Fonds Propres Nets de Base ( Réglementation locale)	139	139	139
Impact IFRS 9	-29	-10	-6
Fonds Propres Nets de Base ( Avec Adoption IFRS9 )	110	129	133
Fonds Propres Complémentaires (Réglementation locale)	15	15	15
Dont Provisions Collectives	11	11	11
Annulation des Provisions Collectives	-11	-11	-11
Fonds Propres Complémentaires ( Avec Adoption IFRS9 )	4	4	4
Fonds Propres Nets ( Avec Adoption IFRS9 )	114	133	137
Risques Encourus (Réglementation locale)	1155	1155	1155
Impact IFRS 9	-29	-29	-29
Risques Encourus ( Avec Adoption IFRS9 )	1126	1126	1126
Ratio de Solvabilité (%)	10,1	11,8	12,2
Ratio Tier 1	9,8	11,5	11,8

- **Hypothèse** : Augmentation de 5% de la PD à partir de 2022.
- **Impact IFRS 9** : Une PD plus élevée entraînerait une augmentation des provisions pour pertes de crédit attendues.
- **Interprétation** : Cela pourrait réduire les ratios de solvabilité, car les provisions accrues diminuent les fonds propres disponibles pour couvrir les risques.

### Avec et Sans Lissage

- **Avec Lissage** : L'impact des provisions accrues peut être étalé sur plusieurs années, atténuant l'impact immédiat sur les ratios de solvabilité.
- **Sans Lissage** : Les effets complets des provisions accrues seraient immédiatement reflétés, entraînant une baisse plus marquée des ratios.

### 5) Les mesures nécessaires

De manière générale, l'impact de la norme IFRS 9 sur les provisions pour l'Estimation des Pertes de Crédit est supérieur à celui des provisions calculées selon la réglementation locale. Cette différence s'explique principalement par le fait que les classes 0 et 1 représentent plus de 80 % du total des engagements. Ces classes sont couvertes par les provisions collectives et les agios réservées, qui ne représentent même pas 2 % du total. Pour des raisons fiscales, il est recommandé de ne pas dépasser 1,25 % de provisions.

Ainsi, pour les créances classées en classe 1, il est nécessaire de mettre en place une (Watch List) et d'assurer un suivi particulier dans le processus de recouvrement. Il est également recommandé de négocier des arrangements avec le client pour éviter que la créance ne passe pas en classe 2.

Dans la réglementation tunisienne, la provision collective pour les classes 0 et 1 est considérée comme faisant partie des fonds propres complémentaires. Par conséquent, avec l'adoption d'IFRS 9, les fonds propres pourraient être impactés de deux manières. D'une part, la provision collective pourrait ne plus exister, et d'autre part, l'impact des provisions pour pertes de crédit attendues serait plus élevé.

Ainsi, pour préparer les banques à un éventuel choc de capital avant la transition vers les normes IFRS, la BCT a publié des circulaires concernant les taux des provisions collectives.

Avant la migration vers les normes IFRS, la BCT a pris plusieurs mesures. Ces mesures visaient à préparer les banques tunisiennes à cette transition, en minimisant les chocs potentiels sur leur capital et en atténuant l'impact de ces nouvelles normes comptables. Parmi ces actions, Nous pouvons citer, par exemple, la publication de circulaires relatives aux taux des provisions collectives et l'harmonisation de ces taux avec le LGD, qui est fixé à 45 %.

- Circulaire N°2021-01 applicable en 2020
- Circulaire N°2022-02 applicable en 2021
- Circulaire N°2023-02 applicable en 2022

Parmi les mesures prises par la BCT, figure la non-distribution de dividendes. En 2019, la BCT a suspendu la distribution des dividendes et a publié des notes à cet effet à l'attention des banques. :

**Note aux banques et aux Etablissements financiers N° 2020-17 du 1er avril 2020 :**

Objet : Tenue des assemblées générales ordinaires des actionnaires au titre de l'exercice 2019 et mesures exceptionnelles liées à la distribution des dividendes.

Note : La distribution des dividendes : Les banques et les établissements financiers sont tenus de suspendre toute mesure de distribution de dividendes au titre de l'exercice 2019 et à s'abstenir d'effectuer toute opération de rachat de leurs propres actions. La Banque Centrale de Tunisie prendra en fonction de l'évolution de la situation toute mesure requise en rapport avec cette décision. <sup>24</sup>

**NOTE AUX BANQUES ET AUX ETABLISSEMENTS FINANCIERS N °2021-08 du 19 mars 2021**

Objet : Distribution des dividendes au titre des exercices 2019 et 2020.

Décide :

« Les banques et les établissements financiers peuvent distribuer des dividendes sur les bénéfices cumulés des exercices 2019 et 2020 à condition que leurs ratios de solvabilité et de Tier I, après déduction du montant des dividendes à verser, dépassent les niveaux minimums

---

<sup>24</sup> Note aux banques et aux Etablissements financiers N° 2020-17 du 1er avril 2020 :

réglementaires de 2,5% au moins. Dans tous les cas, le montant des dividendes à verser ne peut dépasser 35% des bénéfices cumulés des exercices 2019 et 2020. »<sup>25</sup>

## **NOTE AUX BANQUES ET AUX ETABLISSEMENTS FINANCIERS N °2022- 11 du 25 mars 2022**

Objet : Distribution des dividendes au titre de l'exercice 2021

Décide :

« Les banques et les établissements financiers peuvent distribuer des dividendes sur les bénéfices de l'exercice 2021 à condition que leur ratio de solvabilité et de Tier 1 arrêtés à fin 2021, après déduction du montant des dividendes à verser, dépassent les niveaux minimums réglementaires de 2,5% au moins et ce, dans la limite de 35% des bénéfices de l'exercice. Sans préjudice des dispositions du 1er paragraphe, aucune limite n'est appliquée au montant des dividendes à verser pour les banques et établissements financiers disposant d'un ratio Tier 1 à fin 2021, après déduction du montant des dividendes, dépassant le niveau minimum réglementaire de 3,5% et ce après accord de la Banque Centrale de Tunisie. »<sup>26</sup>

## **NOTE AUX BANQUES ET AUX ETABLISSEMENTS FINANCIERS N °2023- 10 du 07 mars 2023**

Objet : Distribution des dividendes au titre de l'exercice 2022.

Décide :

La distribution des dividendes, par les banques et les établissements financiers au titre de l'exercice 2022, s'effectue dans les conditions suivantes :

- dans la limite de 35% du bénéfice de l'exercice 2022 pour les banques et les établissements financiers présentant des ratios de solvabilité et Tier 1 arrêtés à fin 2022, après déduction des dividendes à verser, dépassent les niveaux minimums réglementaires de 2,5% au moins ;
- sans limite et après accord préalable de la Banque Centrale de Tunisie, pour les banques et les établissements financiers présentant des ratios de solvabilité et Tier 1 arrêtés à fin 2022,

---

25 NOTE AUX BANQUES ET AUX ETABLISSEMENTS FINANCIERS N °2021-08 du 19 mars 2021

26 NOTE AUX BANQUES ET AUX ETABLISSEMENTS FINANCIERS N °2022- 11 du 25 mars 2022



après déduction des dividendes à verser, dépassent les niveaux minimums réglementaires respectivement de 2,5% et 3,5% au moins.<sup>27</sup>

**Distribution de dividendes**

2019	NON	NON
2020	OUI	OUI
2021	OUI	OUI
2022	OUI	OUI

Les banques peuvent adopter certaines mesures par elles-mêmes, telles que la suspension de la distribution des dividendes, tout en respectant les conditions imposées par la Banque Centrale de Tunisie Ainsi, au lieu de recourir à une augmentation de capital, elles peuvent opter pour une suspension de dividendes.

---

<sup>27</sup> NOTE AUX BANQUES ET AUX ETABLISSEMENTS FINANCIERS N °2023- 10 du 07 mars 2023

## CONCLUSION GENERALE

Cette étude explore l'adoption de la norme IFRS 9 dans le secteur bancaire tunisien, en se concentrant particulièrement sur l'implémentation du modèle de Perte de Crédit Attendue par une banque tunisienne. Elle démontre l'efficacité de l'IFRS 9, en particulier pour les engagements des stages 1 et 2, dans l'évaluation des dépréciations des créances clients par rapport aux normes locales. Cette adoption a renforcé la conformité de la banque aux critères de solvabilité de la BCT, affirmant sa solidité en termes de solvabilité et sa capacité à maintenir des fonds propres prudentiels adéquats grâce à la technique de lissage.

L'analyse est basée sur diverses hypothèses, telles que la classification des engagements hors bilan en stage 1, l'utilisation de matrices de migration pour le calcul de la PD sans intégrer les facteurs macroéconomiques futurs, et la négligence de certains aspects comme les améliorations de stage ou l'impact fiscal. Ces hypothèses ont été nécessaires en raison du manque de données spécifiques à la banque et de la complexité des normes IFRS.

Le premier chapitre aborde les particularités du cadre comptable tunisien, notamment dans le secteur bancaire, et compare celui-ci au cadre international. Il met également l'accent sur les mesures préliminaires nécessaires pour la transition vers les normes IFRS.

Dans le deuxième chapitre de votre travail, l'attention se porte sur le modèle de dépréciation des créances clients dans les banques, en comparant les pratiques en vigueur dans les cadres comptable et prudentiel tunisiens avec celles du référentiel international. L'objectif est de mettre en évidence les similitudes et les différences entre ces différents systèmes, en se concentrant particulièrement sur le modèle de calcul de la perte attendue selon la norme IFRS. Concernant la partie empirique de notre étude, est concentrée sur l'application pratique du modèle de perte de crédit attendue aux créances clientèles d'une banque tunisienne.

La partie empirique de l'étude examine l'application pratique du modèle ECL dans une banque tunisienne, sous divers scénarios, pour évaluer l'impact des différentes conditions de marché et hypothèses économiques sur les estimations des pertes de crédit.

La BCT a pris des mesures pour harmoniser les provisions locales avec l'ECL selon l'IFRS 9, notamment par l'émission des circulaires suivantes :

Circulaire N°2021-01, applicable en 2020,

Circulaire N°2022-02, applicable en 2021,

Circulaire N°2023-02, applicable en 2022.

Ces circulaires ont relevé les taux de provisionnement minimum et ajusté les pratiques des banques. En outre, la BCT a suspendu la distribution des dividendes pour l'exercice 2019 (Note aux banques et aux établissements financiers N° 2020-17, du 1er avril 2020), puis l'a autorisée sous conditions pour les exercices 2019 et 2020, et enfin pour l'exercice 2021 et 2022 (Notes N° 2022-11 du 25 mars 2022 et N° 2023-10 du 07 mars 2023). Ces mesures visent à assurer la stabilité et la résilience du secteur bancaire tunisien face aux risques financiers.

En conclusion, l'adoption de l'IFRS 9 dans le secteur bancaire tunisien représente un pas significatif vers l'alignement avec les normes comptables internationales. Cette transition, bien que complexe et exigeant une expertise approfondie, promet d'améliorer la précision de l'évaluation des risques et la résilience du secteur bancaire face aux défis financiers. La Banque Centrale de Tunisie joue un rôle clé dans ce processus par l'émission de circulaires et de directives, visant à harmoniser les provisions locales avec les exigences de l'IFRS 9 et à assurer la stabilité du secteur.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

### Articles et ouvrages

**Chiheb GHANMI ; Néji HERGLI ; Wassim NAOUAR** :Projet d'adoption des IFRS en Tunisie – IFRS 9 (Enjeux et implications pour le secteur financier).

**Christopher Hossfeld, Peter Kajüter**: IFRS et PME.

**Éric TORT – Lionel ESCAFFRE** Améliorer l'information financière en IFRS.

**Lionel Escaffre**: Le traitement comptable des provisions pour pertes attendues applicables aux créances commerciales en IFRS 09.

**Mohamed Neji Hergli (2019)** : de cours comptabilité bancaire.

**RADHOUANE GOUJA(2023)** : cours gestion du risque de crédit.

**Ridha Zarrouk (2021)** : Comptabilité financière internationale IFRS.

### Lois, circulaires et normes

Décret n° 96-2459 du 30 décembre 1996 portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité.

Loi 2016-48 du 11 juillet 2016, relative aux banques et aux établissements financiers.

Loi N° 2016-35 du 25 avril 2016, portant la fixation du statut de la Banque centrale de Tunisie.

Loi N°96-112 du 30 décembre 1996 relative au système comptables des entreprises.

Circulaire 2013-21 du 30 décembre 2013 relative à la division, couverture des risques et suivi des engagements.

Circulaire 91-24 du 17 décembre 1991 relative à la division, couverture des risques et suivi des engagements.

Décret n° 96-2459 du 30 décembre 1996 portant approbation du Cadre Conceptuel de la Comptabilité.

Loi n° 2016-35 du 25 avril 2016, portant fixation du statut de la banque centrale de Tunisie.

Circulaire aux banques et aux établissements financiers N°2021-01 du 11 janvier 2021, relative à la Division, couverture des risques et suivi des engagements.

Circulaire aux banques et aux établissements financiers N°2022-02 du 4 mars 2022, relative à la Division, couverture des risques et suivi des engagements.

Circulaire aux banques et aux établissements financiers N°2023-02 du 24 janvier 2023, relative à la Division, couverture des risques et suivi des engagements.

Note aux banques et aux établissements financiers N °2021-08 du 19 mars 2021.

Note aux banques et aux établissements financiers N °2022- 11 du 25 mars 2022.

Note aux banques et aux établissements financiers N °2023- 10 du 07 mars 2023.

Note aux banques et aux Etablissements financiers N° 2020-17 du 1er avril 2020.

IFRS9 :Norme internationale d'information financière 9 « Instruments financier ».

NCT01 : Norme comptable générale.

NCT14 : Norme comptable relative aux éventualités et événements postérieurs à la date de clôture.

NCT21 : Présentation des états financiers des établissements bancaires.

NCT24 : Les engagements et revenus y afférents dans les établissements bancaires.

### **Webographie**

<https://www.bct.gov.tn/bct/>

<https://www.eurofiscalis.com/lexiques/enron/>

<https://www.ifrs.org/>

<https://www.ilboursa.com/>

## Annexes

Annexe1 : Tableau des engagements par impayés (nombre de jours) et par contrat.

Client	Contrat	s1	s2	s3			Total des engagements bilan au 31/12/2021	Total des engagements HB au 31/12/2021	Engagements Brut
		Impayés 0-30 jours	Impayés 30-90 jours	Impayés supérieurs à 90 jours et inférieurs à 180 jours	Impayés supérieurs à 180 jours et inférieurs à 360 jours	Impayés supérieurs à 360 jours			
Client1	Contrat 1	-	-	-			1 151,142	-	1 151,142
Client2	Contrat 2	-	-	-			2 500,000	-	2 500,000
Client3	Contrat 3	-	33,681	-			149,415	-	149,415
Client4	Contrat 4	-	-	-			-	1 040,577	1 040,577
Client5	Contrat 5	69,495	-	-			344,765	-	344,765
Client6	Contrat 6	-	-	-			-	1 287,148	1 287,148
Client7	Contrat 7	1,700	-	-			1 869,494	-	1 869,494
Client8	Contrat 8	-	-	-			1 497,307	-	1 497,307
Client9	Contrat 9	-		1 500,000			4 000,000	-	4 000,000
Client9	Contrat 10	-	-	-			1 000,000	-	1 000,000
Client9	Contrat 11	-	-	-			1 083,453	-	1 083,453
Client10	Contrat 12	-	-	-			2 930,231	-	2 930,231
Client10	Contrat 13	-	-	-			-	1 507,551	1 507,551
Client10	Contrat 14	-	-	-			1 000,000	-	1 000,000
Client11	Contrat 15	-	-	1 230,000			2 000,000	-	2 000,000
Client12	Contrat 16	-	-	-			-	1 299,474	1 299,474
Client14	Contrat 17	-	-	-			-	1 861,544	1 861,544

Client15	Contrat 18	-	-	-			3 984,773	-	3 984,773
Client16	Contrat 19	-	44,000	-			44,000	-	44,000
Client16	Contrat 20	-	42,193	-			42,193	-	42,193
Client16	Contrat 21	-	35,000	-			35,000	-	35,000
Client16	Contrat 22	-	-	8,000	12,000	15,000	35,000	-	35,000
Client16	Contrat 23	-	32,000	-			32,000	-	32,000
Client16	Contrat 24	-	-	30,500	-	-	30,500	-	30,500
Client16	Contrat 25	-	30,000	-			30,000	-	30,000
Client17	Contrat 26	-	-	-			-	1 212,762	1 212,762
Client18	Contrat 27							1 652,981	1 652,981
Client18	Contrat 28							1 270,755	1 270,755
Client19	Contrat 29	-	-	-			-	1 076,228	1 076,228
Client20	Contrat 30	-	-	-			6 000,000	-	6 000,000
Client20	Contrat 31	-	-	-	750,000	250,000	2 969,565	-	2 969,565
Client20	Contrat 32	-	-	-			2 000,000	-	2 000,000
Client21	Contrat 33	-	-	-			4 500,000	-	4 500,000
Client21	Contrat 34	-	-	-			2 500,000	-	2 500,000
Client21	Contrat 35	-	-	-			2 000,000	-	2 000,000
Client21	Contrat 36	-	-	-			2 000,000	-	2 000,000
Client21	Contrat 37	-	-	-			1 500,000	-	1 500,000
Client21	Contrat 38	-	-	750,000			1 500,000	-	1 500,000
Client21	Contrat 39	-	-	-			1 000,000	-	1 000,000
Client22	Contrat 40	5,635	11,347	23,125	5,493	5,525	353,561	-	353,561
Client23	Contrat 41	-	-	150,000	350,000		2 018,342	-	2 018,342
Client24	Contrat 42	-	-	-			-	1 836,194	1 836,194

Client25	Contrat 43	-	-	-			-	<sup>2</sup> 169,160	2 169,160
Client25	Contrat 44	-	-	-			1 000,000	-	1 000,000
Client25	Contrat 45	-	-	-	200,000	345,000	1 867,226	-	1 867,226
Client26	Contrat 46	-	53,000	-			53,000	-	53,000
Client27	Contrat 47	-	-	-			3 201,702	-	3 201,702
Client27	Contrat 48	-	-	-			3 000,000	-	3 000,000
Client27	Contrat 49	-	-	-			2 000,000	-	2 000,000
Client27	Contrat 50	-	-	-			2 000,000	-	2 000,000
Client29	Contrat 51	-	-	2 506,000			7 606,889	-	7 606,889
Client30	Contrat 52	12,249	-	-			2 617,456	-	2 617,456
Client31	Contrat 53	-	-	-			-	<sup>1</sup> 252,864	1 252,864
Client32	Contrat 54	-	-	-	350,000		3 416,889	-	3 416,889
Client32	Contrat 55	-	-	-			1 400,000	-	1 400,000
Client33	Contrat 56	-	-	-			1 180,387	-	1 180,387
Client34	Contrat 57	-	-	-			2 289,510	-	2 289,510
Client34	Contrat 58	-	-	-			1 000,000	-	1 000,000
Client35	Contrat 59	-	-	2 120,000			4 339,286	-	4 339,286
Client35	Contrat 60	-	-	-			1 080,000	-	1 080,000
Client36	Contrat 61	4,081	8,183	33,043	-	-	121,146	-	121,146
Client37	Contrat 62	-	-	-			2 000,000	-	2 000,000
Client37	Contrat 63	-	-	-			1 500,000	-	1 500,000
Client37	Contrat 64	-	-	-			1 100,000	-	1 100,000
Client37	Contrat 65	-	-	-			1 000,000	-	1 000,000
Client38	Contrat 66	-	-	-			-	<sup>1</sup> 417,873	1 417,873
Client39	Contrat 67	-	-	-			1 564,795	-	1 564,795



Client39	Contrat 68	-	-	-			1 143,068	-	1 143,068
Client40	Contrat 69	-	-	50,000	-	-	50,000	-	50,000
Client41	Contrat 70	-	-	1 500,000	13 500,000		25 973,118	-	25 973,118
Client42	Contrat 71	-	-	-			-	2 650,006	2 650,006
Client42	Contrat 72	-	-	-			1 300,000	-	1 300,000
Client42	Contrat 73	-	-	-			1 050,050	-	1 050,050
Client43	Contrat 74						2 431,066		2 431,066
Client43	Contrat 75						2 307,068		2 307,068
Client43	Contrat 76						2 168,974		2 168,974
Client43	Contrat 77						2 040,330		2 040,330
Client43	Contrat 78						1 967,874		1 967,874
Client43	Contrat 79						1 935,884		1 935,884
Client43	Contrat 80						1 589,217		1 589,217
Client43	Contrat 81						1 527,651		1 527,651
Client43	Contrat 82	-	-	754,000			1 444,444	-	1 444,444
Client43	Contrat 83						1 365,174		1 365,174
Client44	Contrat 84	-	-	-			1 400,000	-	1 400,000
Client45	Contrat 85		-	1 250,000	4 530,000		17 244,000		17 244,000
Client46	Contrat 86	-	50,002	-			50,002	-	50,002
Client47	Contrat 87	-	-	-			-	1 000,000	1 000,000
Client48	Contrat 88	-	-	-			-	1 015,033	1 015,033
Client49	Contrat 89	-	-	-			1 298,957	-	1 298,957
Client50	Contrat 90	-	-	625,000			1 118,010	-	1 118,010
Client51	Contrat 91	-	-	-			5 000,000	-	5 000,000
Client51	Contrat 92	-	-	-			1 900,000	-	1 900,000

Client52	Contrat 93	-	-	-			-	<sup>1</sup> 642,188	1 642,188
Client52	Contrat 94	-	-	-			1 000,000	-	1 000,000
Client53	Contrat 95	-	-	-			-	<sup>1</sup> 365,511	1 365,511
Client54	Contrat 96	-	-	-			-	<sup>1</sup> 820,174	1 820,174
Client55	Contrat 97	-	-	-			1 000,000	-	1 000,000
Client56	Contrat 98	-	-	-			-	<sup>2</sup> 241,195	2 241,195
Client56	Contrat 99						1 741,798		1 741,798
Client56	Contrat 100	-	-	-			1 000,000	-	1 000,000
Client56	Contrat 101	-	-	-			1 000,000	-	1 000,000
Client56	Contrat 102	-	-	-			1 000,000	-	1 000,000
Client57	Contrat 103	-	-	12,222	22,000	23,000	57,222	-	57,222
Client58	Contrat 104	-	2 506,000	-			8 301,282	-	8 301,282
Client59	Contrat 105	-	-	-			13 400,000	-	13 400,000
Client60	Contrat 106	-	-	-			-	<sup>1</sup> 550,000	1 550,000
Client60	Contrat 107	-	-	-			1 072,284	-	1 072,284
Client61	Contrat 108	-	-	-			-	<sup>1</sup> 399,624	1 399,624
Client61	Contrat 109	-	-	-			1 392,243	-	1 392,243
Client62	Contrat 110	-	-	-			1 850,000	-	1 850,000
Client62	Contrat 111	-	-	-			6 711,517	-	6 711,517
Client63	Contrat 112	4,625	-	-			3 552,349	-	3 552,349
Client64	Contrat 113	-	-	130,811	352,000	587,000	1 601,664	-	1 601,664
Client65	Contrat 114	95,244	-	-			95,244	-	95,244
Client67	Contrat 115	-	-	-			6 848,571	-	6 848,571
Client68	Contrat 116	-	-	-			1 900,407	-	1 900,407
Client69	Contrat 117	-	-	-			1 387,874	-	1 387,874

Client70	Contrat 118	-	-	-			1 383,781	-	1 383,781
Client73	Contrat 119	-	-	-			20 024,306	-	20 024,306
Client74	Contrat 120	-	25,498	-			1 225,498	-	1 225,498
Client74	Contrat 121	-	71,709	-			1 021,709	-	1 021,709
Client74	Contrat 122	-	48,955	33,255	16,315	-	674,871	-	674,871
Client74	Contrat 123	-	48,955	17,520	16,750	15,300	674,871	-	674,871
Client75	Contrat 124	-	-	-			3 000,000	-	3 000,000
Client75	Contrat 125	-	-	-			-	1 266,745	1 266,745
Client76	Contrat 126	-	-	-			-	1 450,875	1 450,875
Client77	Contrat 127	185,484	-	-			309,817	-	309,817
Client78	Contrat 128	-	-	-			-	2 631,514	2 631,514
Client78	Contrat 129	-	-	-			1 482,833	-	1 482,833
Client78	Contrat 130	30,739	-	-			2 189,869	-	2 189,869
Client79	Contrat 131	-	-	-			1 299,690	-	1 299,690
Client80	Contrat 132	-	-	-			7 310,000	-	7 310,000
Client81	Contrat 133	-	-	-			4 200,000	-	4 200,000
Client82	Contrat 134	-	-	-			4 200,000	-	4 200,000
Client83	Contrat 135	-	-	-			2 831,160	-	2 831,160
Client84	Contrat 136	-	-	-			-	1 301,739	1 301,739
Client85	Contrat 137	-	-	-			7 714,286	-	7 714,286
Client86	Contrat 138	-	-	-			1 200,000	-	1 200,000
Client86	Contrat 139	-	-	-			-	1 139,219	1 139,219
Client86	Contrat 140	-	-	-			1 669,562	-	1 669,562
Client86	Contrat 141	-	-	-			1 163,391	-	1 163,391
Client87	Contrat 142	87,147	-	-			187,722	-	187,722

Client88	Contrat 143	-	-	-			-	<sup>1</sup> 161,840	1 161,840
Client89	Contrat 144	-	-	-			1 000,000	-	1 000,000
Client90	Contrat 145	-	-	-			15 500,000	-	15 500,000
Client91	Contrat 146	-	-	-			5 133,333	-	5 133,333
Client91	Contrat 147	-	-	-			-	<sup>1</sup> 485,002	1 485,002
Client92	Contrat 148	-	-	-			1 500,000	-	1 500,000
Client92	Contrat 149	-	-	-			1 408,500	-	1 408,500
Client92	Contrat 150	-	-	-			1 300,000	-	1 300,000
Client92	Contrat 151	-	-	-			1 150,000	-	1 150,000
Client92	Contrat 152	-	-	-			1 100,000	-	1 100,000
Client92	Contrat 153	-	-	-			1 100,000	-	1 100,000
Client92	Contrat 154	-	-	-			1 050,000	-	1 050,000
Client93	Contrat 155	-	-	-			6 000,000	-	6 000,000
Client93	Contrat 156	-	-	-			4 212,000	-	4 212,000
Client93	Contrat 157	-	-	-			1 102,700	-	1 102,700
Client93	Contrat 158	-	-	-			1 102,700	-	1 102,700
Client93	Contrat 159	-	-	-			1 102,700	-	1 102,700
Client93	Contrat 160	-	-	-			1 102,700	-	1 102,700
Client93	Contrat 161	-	-	-			1 102,700	-	1 102,700
Client93	Contrat 162	-	-	-			1 102,700	-	1 102,700
Client93	Contrat 163	-	-	-			1 102,700	-	1 102,700
Client93	Contrat 164	-	-	-			1 102,700	-	1 102,700
Client93	Contrat 165	-	-	-			1 102,700	-	1 102,700
Client93	Contrat 166	-	-	-			1 153,997	-	1 153,997
Client94	Contrat 167	-	-	-			3 544,736	-	3 544,736

Client94	Contrat 168	-	-	-			1 934,376	-	1 934,376
Client94	Contrat 169	-	-	-			-	1 669,819	1 669,819
Client95	Contrat 170						3 740,896		3 740,896
Client95	Contrat 171	-	-	-			2 500,000	-	2 500,000
Client96	Contrat 172	-	-	-			1 329,416	-	1 329,416
Client97	Contrat 173	-	-	-			4 000,000	-	4 000,000
Client97	Contrat 174	-	-	-			2 000,000	-	2 000,000
Client98	Contrat 175	-	-	-			2 000,000	-	2 000,000
Client98	Contrat 176	-	-	-			1 500,000	-	1 500,000
Client99	Contrat 177	8,923	32,918	44,432	-	-	245,821	-	245,821
Client100	Contrat 178	-	-	-			1 000,000	-	1 000,000
Client101	Contrat 179	-	-	-			2 808,000	-	2 808,000
Client101	Contrat 180	-	-	-			2 500,000	-	2 500,000
Client102	Contrat 181	-	-	-			8 000,000	-	8 000,000
Client102	Contrat 182	-	-	-			3 444,044	-	3 444,044
Client103	Contrat 183	-	-	-			-	1 748,480	1 748,480
Client104	Contrat 184	-	-	-			28 424,000	-	28 424,000
Client104	Contrat 185	-	-	-			23 820,000	-	23 820,000
Client104	Contrat 186	-	-	-			23 511,000	-	23 511,000
Client104	Contrat 187	-	-	-			5 775,000	-	5 775,000
Client104	Contrat 188						1 178,967		1 178,967
Client104	Contrat 189	-	-	-			16 940,594	-	16 940,594
Client104	Contrat 190	-	-	-			4 000,000	-	4 000,000
Client105	Contrat 191	-	-	-			-	1 010,788	1 010,788
Client106	Contrat 192	-	-	-			1 777,778	-	1 777,778

Client107	Contrat 193	-	-	-			2 942,347	-	2 942,347
Client108	Contrat 194	-	-	-			1 151,603	-	1 151,603
Client109	Contrat 195						1 583,423		1 583,423
Client109	Contrat 196	-	-	-			2 582,791	-	2 582,791
Client110	Contrat 197	-	-	-			1 400,000	-	1 400,000
Client111	Contrat 198	-	-	-			7 237,569	-	7 237,569
Client112	Contrat 199	-	-	-			1 038,652	-	1 038,652
Client113	Contrat 200	-	-	-			10 950,390	-	10 950,390
Client114	Contrat 201	-	-	-			1 233,041	-	1 233,041
Client115	Contrat 202	-	-	-			-	2 261,037	2 261,037
Client116	Contrat 203	-	-	-			-	1 098,731	1 098,731
Client117	Contrat 204	-	-	-			2 090,000	-	2 090,000
Client117	Contrat 205	-	-	-			1 172,331	-	1 172,331
Client118	Contrat 206	-	-	-			1 050,000	-	1 050,000
Client118	Contrat 207	-	-	-			1 188,269	-	1 188,269
Client119	Contrat 208	-	-	-			-	1 389,450	1 389,450
Client120	Contrat 209	-	-	-			1 785,714	-	1 785,714
Client121	Contrat 210	-	-	-			5 000,000	-	5 000,000
Client121	Contrat 211	-	-	-			3 000,000	-	3 000,000
Client121	Contrat 212	-	-	-			1 800,000	-	1 800,000
Client121	Contrat 213	-	-	-			1 700,000	-	1 700,000
Client121	Contrat 214	-	-	-			1 600,000	-	1 600,000
Client121	Contrat 215	-	-	-			1 100,000	-	1 100,000
Client121	Contrat 216	-	-	-			1 100,000	-	1 100,000
Client121	Contrat 217	-	-	-			2 225,222	-	2 225,222

Client122	Contrat 218	60,959	61,007	-			242,420	-	242,420
Client123	Contrat 219	-	-	-			-	<sup>1</sup> 975,725	1 975,725
Client124	Contrat 220	-	-	-			-	<sup>2</sup> 092,343	2 092,343
Client125	Contrat 221	-	-	-			<sup>1</sup> 122,332	-	1 122,332
Client126	Contrat 222	-	-	-			-	<sup>2</sup> 584,327	2 584,327
Client126	Contrat 223	-	-	-			<sup>1</sup> 750,000	-	1 750,000
Client126	Contrat 224	-	-	-			<sup>1</sup> 750,000	-	1 750,000
Client127	Contrat 225	-	-	-			<sup>2</sup> 796,729	-	2 796,729
Client128	Contrat 226						<sup>1</sup> 101,916		1 101,916
Client129	Contrat 227	-	-	-			-	<sup>1</sup> 000,000	1 000,000
Client130	Contrat 228	-	-	-			-	<sup>2</sup> 500,000	2 500,000
Client131	Contrat 229	-	-	-			<sup>9</sup> 047,791	-	9 047,791
Client132	Contrat 230	-	-	-			<sup>1</sup> 216,959	-	1 216,959
Client133	Contrat 231	-	-	-			<sup>5</sup> 785,714	-	5 785,714
Client133	Contrat 232	-	-	-			<sup>1</sup> 800,000	-	1 800,000
Client133	Contrat 233	-	-	-			<sup>5</sup> 241,398	-	5 241,398
Client133	Contrat 234	355,927	-	-			<sup>3</sup> 449,677	-	3 449,677
Client133	Contrat 235	38,185	76,274	12,562	15,525	10,042	257,643	-	257,643
Client134	Contrat 236	-	-	-			<sup>2</sup> 642,379	-	2 642,379
Client135	Contrat 237	-	-	-			-	<sup>1</sup> 590,305	1 590,305
Client136	Contrat 238	-	-	-			<sup>2</sup> 016,667	-	2 016,667
Client136	Contrat 239	-	-	-			-	<sup>1</sup> 139,618	1 139,618
Client136	Contrat 240						<sup>1</sup> 094,423		1 094,423
Client137	Contrat 241	-	-	-			<sup>3</sup> 246,294	-	3 246,294
Client138	Contrat 242	-	-	-			<sup>2</sup> 609,500	-	2 609,500

Client138	Contrat 243	-	-	-			1 535,098	-	1 535,098
Client139	Contrat 244	-	-	-			1 148,408	-	1 148,408
Client140	Contrat 245	-	-	-			1 230,016	-	1 230,016
Client141	Contrat 246	-	-	-			2 391,508	-	2 391,508
Client142	Contrat 247	-	-	-			1 593,497	-	1 593,497
Client143	Contrat 248	-	-	-			-	1 141,415	1 141,415
Client144	Contrat 249	-	-	-			1 096,939	-	1 096,939
Client145	Contrat 250	3,312	-	-			1 120,766	-	1 120,766
Client146	Contrat 251	-	-	-			4 000,000	-	4 000,000
Client147	Contrat 252	44,252	44,387	24,000	18,023	-	510,609	-	510,609
Client147	Contrat 253	52,617	52,750	23,000	17,387	10,000	510,389	-	510,389
Client148	Contrat 254	-	76,891	77,996	-	-	821,554	-	821,554
Client149	Contrat 255	-	-	-			2 300,000	-	2 300,000
Client149	Contrat 256	-	-	-			-	1 057,513	1 057,513
Client149	Contrat 257	-	-	-			2 496,507	-	2 496,507
Client150	Contrat 258	-	-	-			-	2 500,000	2 500,000
Client151	Contrat 259	-	32,319	-			594,819	-	594,819
Client152	Contrat 260	-	-	-			3 376,997	-	3 376,997
Client153	Contrat 261	-	-	-			3 840,034	-	3 840,034
Client154	Contrat 262	-	-	-			2 000,000	-	2 000,000
Client155	Contrat 263	-	-	-			1 100,000	-	1 100,000
Client156	Contrat 264	-	-	-			2 000,000	-	2 000,000
Client156	Contrat 265	-	-	-			1 200,000	-	1 200,000
Client156	Contrat 266	-	-	-			1 517,221	-	1 517,221
Client157	Contrat 267	-	-	-			-	1 042,864	1 042,864



Client157	Contrat 268	171,673	-	-			1 331,304	-	1 331,304
Client158	Contrat 269	-	-	-			13 195,000	-	13 195,000
Client158	Contrat 270	-	-	-			2 934,057	-	2 934,057
Client158	Contrat 271	-	-	-			1 114,800	-	1 114,800
Client158	Contrat 272	-	-	-			2 881,992	-	2 881,992
Client158	Contrat 273	-	-	-			5 000,000	-	5 000,000
Client158	Contrat 274	-	-	-			1 250,000	-	1 250,000
Client158	Contrat 275	-	-	-			3 047,198	-	3 047,198
Client159	Contrat 276	-	-	-			4 392,411	-	4 392,411
Client160	Contrat 277	-	-	-			2 079,992	-	2 079,992
Client161	Contrat 278	-	-	-			2 084,571	-	2 084,571
Client162	Contrat 279	-	-	-			5 333,333	-	5 333,333
Client162	Contrat 280	-	-	-			5 000,000	-	5 000,000
Client162	Contrat 281	-	-	-			5 000,000	-	5 000,000
Client162	Contrat 282	-	-	-			3 000,000	-	3 000,000
Client163	Contrat 283						2 818,288		2 818,288
Client163	Contrat 284	-	-	-			2 000,000	-	2 000,000
Client163	Contrat 285	-	-	-			1 500,000	-	1 500,000
Client163	Contrat 286	-	-	-			2 132,306	-	2 132,306
Client164	Contrat 287						2 531,581		2 531,581
Client164	Contrat 288						2 119,472		2 119,472
Client164	Contrat 289						1 813,996		1 813,996
Client165	Contrat 290	-	423,200	-			423,200	-	423,200
Client166	Contrat 291	-	-	-			1 620,411	-	1 620,411
Client167	Contrat 292	-	-	-			80 874,091	-	80 874,091

Client168	Contrat 293	-	-	-			-	<sup>1</sup> 232,126	1 232,126
Client169	Contrat 294	250,000	-	-			250,000	-	250,000
Client170	Contrat 295						1 089,208		1 089,208
Client170	Contrat 296	-	-	-			1 263,983	-	1 263,983
Client171	Contrat 297	-	-	-			5 000,000	-	5 000,000
Client171	Contrat 298	-	-	-			1 000,000	-	1 000,000
Client171	Contrat 299	-	-	-			2 318,149	-	2 318,149
Client172	Contrat 300	-	-	-			1 533,333	-	1 533,333
Client172	Contrat 301	-	-	-			-	<sup>1</sup> 122,211	1 122,211
Client173	Contrat 302	-	-	-			3 000,000	-	3 000,000
Client173	Contrat 303	-	-	-			-	<sup>2</sup> 456,334	2 456,334
Client173	Contrat 304	-	-	-			3 011,531	-	3 011,531
Client174	Contrat 305	-	-	-			2 000,000	-	2 000,000
Client174	Contrat 306						1 367,983		1 367,983
Client174	Contrat 307	-	-	-			2 976,442	-	2 976,442
Client175	Contrat 308						1 092,682		1 092,682
Client176	Contrat 309	-	-	-			-	<sup>1</sup> 233,621	1 233,621
Client177	Contrat 310	-	-	-			1 021,000	-	1 021,000
Client178	Contrat 311	-	-	-			6 500,000	-	6 500,000
Client178	Contrat 312	-	-	-			4 666,667	-	4 666,667
Client178	Contrat 313	-	-	-			1 666,667	-	1 666,667
Client179	Contrat 314	-	-	-			1 686,667	-	1 686,667
Client180	Contrat 315	-	-	-			1 940,000	-	1 940,000
Client180	Contrat 316	-	-	-			1 060,000	-	1 060,000
Client181	Contrat 317	-	144,000	-			144,000	-	144,000

Client181	Contrat 318	-	130,720	-			130,720	-	130,720
Client182	Contrat 319	-	-	-			10 714,286	-	10 714,286
Client183	Contrat 320	-	-	-			2 108,808	-	2 108,808
Client183	Contrat 321	-	-	-			1 410,000	-	1 410,000
Client184	Contrat 322	-	-	-			2 688,605	-	2 688,605
Client185	Contrat 323	-	-	-	87,000	113,004	200,004	-	200,004
Client185	Contrat 324	-	-	35,000	42,004	-	77,004	-	77,004
Client186	Contrat 325	-	-	-			5 117,349	-	5 117,349
Client187	Contrat 326	-	-	-			3 500,000	-	3 500,000
Client187	Contrat 327	-	-	-			3 500,000	-	3 500,000
Client187	Contrat 328	-	-	-			1 500,000	-	1 500,000
Client187	Contrat 329	-	-	-			1 500,000	-	1 500,000
Client187	Contrat 330	-	-	-			1 500,000	-	1 500,000
Client187	Contrat 331	-	-	-			1 000,000	-	1 000,000
Client187	Contrat 332	-	-	-			32 830,203	-	32 830,203
Client188	Contrat 333	-	-	-			1 810,057	-	1 810,057
Client72	Contrat 334	-	-	-			2 000,000	-	2 000,000
Client71	Contrat 335	-	-	-			2 200,000	-	2 200,000
Client13	Contrat 336						2 945,557		2 945,557

## Annexe2 : Loss Given default

LGD		
	Scénario central	Scénario choc
Segment	LGD	LGD choc
Agriculture	45%	55%
Commerce	45%	55%
Industrie	45%	55%
Particuliers	45%	55%
Public	45%	55%
Services	45%	55%
Tourisme	45%	55%
Construction	45%	55%
All	45%	55%

## TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE .....	
Liste des Figures.....	
Liste des tableaux .....	
Liste des annexes.....	
Liste des abréviations .....	
INTRODUCTION GENERALE.....	1
Chapitre 1 : la transition vers les normes internationales pour le secteur bancaire Tunisien.....	3
Introduction .....	3
Section 1 : Les fondements théoriques de la comptabilité tunisienne et internationale .....	3
1- La comptabilité tunisienne.....	3
1.1) L'évolution du système comptable en Tunisie .....	4
1.2) Les fondements du système comptable tunisien .....	4
1.3) Les particularités comptables dans le secteur bancaire .....	6
2) Les fondements théoriques de la comptabilité internationale .....	8
2.1) L'évolution historique des normes comptables internationales .....	8
2.2) La normalisateur comptable international .....	9
3) Les objectifs de référentiel IAS/IFRS .....	10
3.1) Le cadre conceptuel des normes internationale .....	10
3.2) Les normes comptables internationales IAS/IFRS et leurs interprétations SIC/IFRIC .....	10
Section 2 : la transition vers les normes internationales pour le secteur bancaire Tunisien .	11
1) L'adoption des normes IFRS pour le secteur bancaire tunisien.....	12
1.1) Le processus clé de transition vers les IFRS en Tunisie .....	12
2) Les divergences des normes IFRS par rapport aux au référentiel comptable tunisien .	14
3) la mise en application du référentiel IAS/IFRS .....	14
3.1) La phase diagnostic .....	15
3.2) La phase de conception .....	15
3.3) La phase d'implantation.....	15
3.4) La phase de suivi.....	16
Chapitre2 : les méthodes d'évaluation des provisions entre les référentiels comptable et prudentiel tunisiens, et la norme IFRS 9 .....	17

Introduction .....	17
Section 1 Les pratiques d'évaluation des provisions selon les référentiels comptable et prudentiel tunisiens.....	17
1) Les règles applicable en Tunisie.....	17
1.1) La classification des actifs.....	18
1.2) La classification par le gel du compte .....	19
1.3) Classification des crédits consolidés :.....	20
2) La constitution de La provision .....	20
2.1) types des provisions .....	20
2.2) Les garanties .....	22
3) Evaluation des provisions ou des « Pertes Encourues » .....	23
Section 2 Les pratiques d'évaluation des provisions selon les référentiels comptable international (ifrs9 ) .....	23
1) Présentation du la norme ifrs9 .....	23
2) Les modèles de dépréciation.....	24
3) Les modèles de pertes attendues : modèle général versus modèle simplifié.....	29
4) Comparaison entre IFRS 9 et les normes baloises .....	32
CHAPITRE 3 : l'impact de l'adoption de la norme IFRS 9 sur les provisions des banques ..	34
Introduction .....	34
Section1 : Présentation du cadre de la partie empirique.....	34
1. Présentation de la direction de générale supervision bancaire au sein de la BCT .....	35
2)Cadre Réglementaire et Légal de l'Adoption des Normes IFRS par les Banques et Établissements Financiers en Tunisie .....	35
3)Méthodologie de la partie empirique .....	35
4)L'étude impact de la norme IFRS9 .....	36
4.1) Objectifs.....	36
4.2) Segmentation du portefeuille .....	36
Section 2 : Comparaison des Pratiques d'Évaluation des Provisions .....	37
1) Calcul des Provisions selon la Réglementation Tunisienne .....	37
2) Calcul des pertes de crédit attendues (ECL) selon la norme IFRS 9.....	39
2.1) La probabilité de défaut .....	39
2.2) Exposition au défaut (EAD).....	44
2.3) Calcul de la perte de crédit attendue .....	47
3) Analyse Comparative des Méthodologies de Provisions : Référentiels Tunisien vs IFRS 9 .....	51
3.1) Scénario Central sans Contagion .....	52

3.2) Scénario choqué/ LGD=55% .....	52
3.3) Scénario Choqué/FCC=80% .....	53
3.4) Scénario choqué/Augmentation de la PD de 5% à partir de 2022 .....	54
4) Calcul d'impact des normes IFRS 9 sur les ratios prudentiels de la banque .....	56
4.1) Scénario Central sans contagion .....	56
4.2) Scénario Choqué/LGD=55% .....	58
4.3) Scénario Choqué/FCC=80% .....	59
4.4) Scénario Choqué/Augmentation de la PD de 5% à partir de 2022 .....	60
5) Les mesures nécessaires .....	61
CONCLUSION GENERALE .....	65
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....	67
Annexes .....	69